

ETUDES ET CONFÉRENCES

Partizipation von Kindern und Jugendlichen

Sammlung der Beiträge
der zweiten nationalen Konferenz zur non-formalen
Bildung im Kinder-und Jugendbereich

Die zweite nationale Konferenz zur non-formalen Bildung im Kinder- und Jugendbereich wurde am 28.11.2013 vom Service National de la Jeunesse und dem Familienministerium (zu diesem Zeitpunkt noch zuständig für Kinderbetreuung und Jugendpolitik), im Rahmen der Entwicklung der Qualitätssicherung in der außerschulischen Betreuung angeboten.

Als zentrales Thema sollte die Partizipation von Kindern und Jugendlichen beleuchtet werden, d.h. wie Beteiligung, Mitgestaltung und Mitentscheidung der Kinder und Jugendlichen in den Kindertagesstätten und Jugendhäusern gefördert und konkret umgesetzt werden kann.

Nach Expertenvorträgen und der Vorstellung exemplarischer Projekte aus Luxemburg, bekamen die Teilnehmer am Nachmittag die Gelegenheit sich in verschiedenen Diskussionsgruppen, über die Bedeutung und die Möglichkeiten der Partizipation von Kindern und Jugendlichen auszutauschen.

Etwas mehr als 200 Pädagoginnen und Pädagogen aus Kindertageseinrichtungen, Jugendhäusern und Jugendorganisationen nahmen an dieser Fachkonferenz im Parc Hôtel Dommeldange teil.

Impressum

Editor Service National de la Jeunesse

Layout und Realisation reperes.lu *Erscheinungsjahr* 2014

Inhaltsverzeichnis

Vorwort	5
I. Partizipation	6
I.1. Qui a peur de la participation des enfants et des jeunes? Atouts, limites et perspectives d'un principe consacré <i>Michel Vandekerke</i>	8
I.2. Kinder von Anfang an beteiligen. Partizipation in Kindertageseinrichtungen <i>Prof. Dr. Raingard Knauer</i>	17
I.3. Wo Beteiligung drauf steht muss sie auch drin sein! Qualitätsstandards von Beteiligung in der Jugendarbeit <i>Claudia Zinser</i>	20
II. Diskussionsgruppen	30
II.1. Petite Enfance (Frühe Kindheit)	33
II.2. Petite Enfance et Enfance (Frühe Kindheit & Schulkind)	34
II.3. Enfance 1 (Schulkind 1)	35
II.4. Enfance 2 (Schulkind 2)	36
II.5. Jeunesse 1 (Jugend 1)	39
II.6. Jeunesse 2 (Jugend 2)	41
Anhang : Autoren/Referenten	43

Vorwort

Im Rahmen der Entwicklung der Qualitätssicherung in der außerschulischen Betreuung wurde am 28.11.2013 die zweite nationale Konferenz zur non-formalen Bildung im Kinder- und Jugendbereich angeboten.

Zielte die erste nationale Konferenz im Jahr 2012 darauf ab, den Begriff der „non-formalen Bildung“, mit dem die erzieherische Arbeit im außerschulischen und außerfamiliären Kontext bezeichnet wird, genauer zu definieren, so ging es in der zweiten Konferenz zur non-formalen Bildung im Kinder- und Jugendbereich nun um die aktive Partizipation der Kinder und Jugendlichen.

Wie kann Beteiligung, Mitgestaltung und Mitentscheidung der Kinder und Jugendliche gefördert werden und in den Kindertagesstätten und Jugendhäusern konkret umgesetzt werden?

Während der Konferenz wurde in den verschiedenen Vorträgen das Konzept der Partizipation näher beleuchtet:

Michel Vandekeere, Leiter des Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse (Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles) erklärt aufbauend auf seine Forschungstätigkeiten das Prinzip der Partizipation und dass es gilt eine Kultur der Partizipation aufzubauen: *« la participation des enfants et des jeunes est bel et bien un principe consacré c'est-à-dire en tant que règle de droit, à tout adulte dans ses relations avec des enfants, et a fortiori, à tout professionnel de l'enfance »*.

Prof. Dr. Raingard Knauer, Professorin für Sozialpädagogik und Kindheitspädagogik an der Fachhochschule Kiel, weist in ihrem Vortrag auf den Zusammenhang von Partizipation und Bildung hin und beleuchtet am Beispiel einer Verfassung für Kindertagesstätten, wie demokratischen Rechte der Kinder strukturell verankert werden können. Zitat: „Die individuelle Unterstützung von Bildungsprozessen braucht eine Beteiligung der Kinder!“

Claudia Zinser begleitet in Deutschland Partizipationsprozesse im Jugendbereich. Sie erläutert die Qualitätsstandards von Beteiligung in der Jugendarbeit, wie sie für Deutschland entwickelt wurden und was diese für den Pädagogen/Pädagogin in der täglichen Arbeit bedeuten.

Die schriftlichen Beiträge der drei Referenten zu ihrem jeweiligen Vortrag werden in diesem Konferenzband erstmalig veröffentlicht.

Mehrere Projektbeispiele aus Luxemburg (Agence Dageselteren/Arcus a.s.b.l., Kannerbureau Wooltz, Jugendhaus Redange, Maison Relais Paiperleck, Maison Relais Garnich) wurden während der Konferenz vorgestellt und erlaubten einen Einblick in die erzieherische Praxis und die konkreten Problemstellungen. Da es sich hier um Film bzw. Fotovorführungen handelte, konnten sie in diesem Band nicht mit aufgenommen werden,

Am Nachmittag hatten die Teilnehmer schließlich in verschiedenen Diskussionsgruppen die Möglichkeit, ihre eigene pädagogische Arbeit zu reflektieren und gemeinsam nach neuen Wegen der Mitbestimmung und Mitgestaltung der Kinder und Jugendlichen, zu suchen.

Die Stände während der gesamten Konferenz wurden von mehreren Organisationen genutzt um ihre Projekte und Ansätze im Bereich der non-formalen Bildung vorzustellen.

Die Konferenz wurde organisiert von dem Ministerium für Familie und Integration und dem Service National de la Jeunesse mit der Unterstützung der Entente des Foyers de jour a.s.b.l., der Agence Dageselteren (Arcus a.s.b.l.), der Unité de Formation et d'Education Permanente (A.P.E.M.H. a.s.b.l.), der Croix-Rouge luxembourgeoise und der Entente des gestionnaires des maisons de jeunes a.s.b.l..

Claude Bodeving & Manuel Achten



I Partizipation von Kindern und Jugendlichen

Partizipation von Kindern und Ju

I.1. Qui a peur de la participation des enfants et des jeunes ? Atouts, limites et perspectives d'un principe consacré

Michel Vandekerke

Je travaille depuis plus de 10 ans maintenant dans une institution assez particulière. Il n'est pas toujours facile d'expliquer en quelques mots ce qu'on y fait. Son nom lui-même – Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse - beaucoup trop long, laisse déjà la plupart de mes interlocuteurs perplexes : passe encore pour « Observatoire » mais « enfance, jeunesse et aide à la jeunesse », dans le même sac, voilà qui crée de la confusion.

Mais ça tombe bien : le sujet dont je vais vous parler – la participation des enfants et des jeunes – est également une question qui, souvent, laisse perplexe et engendre de la confusion. Car bien entendu, chacun d'entre nous a sa propre expérience et sa propre opinion, a priori, sur la place que doivent occuper les enfants et les jeunes dans leurs relations avec nous les adultes et le rôle qui leur revient : nous avons même toute une panoplie, ou devrais-je dire tout un arsenal, d'expressions toutes faites qui signent notre position d'autorité et de pouvoir face à eux : *tu parleras quand tu auras rangé ta chambre, je ne vais pas te le répéter cent fois, tu me remercieras plus tard, tu pourras quand tu seras grand, je sais mieux que toi ce qui est bon pour toi, etc..*

Je vais donc m'appuyer sur cette double difficulté de compréhension d'une part, de ce qu'est, et de ce que fait l'Observatoire où je travaille et d'autre part, de ce qu'est la participation des enfants et des jeunes et de ce qu'elle représente pour essayer de démêler progressivement la nature de l'un et de l'autre. Je vais en quelque sorte essayer d'éclairer ce que fait l'Observatoire en vous parlant de la participation des enfants et des jeunes et, réciproquement, je vais essayer d'éclairer ce qu'on entend par participation des enfants et des jeunes en vous parlant des travaux de l'Observatoire.

Cette manière de procéder vous paraîtra sans doute étrange : comment peut-on espérer clarifier deux notions aux contours a priori mal définis – un Observatoire et la participation des enfants – en éclairant l'une par l'autre : ça ressemble plutôt à une recette pour encore plus de confusion. Aussi, pour comprendre ce choix, et le choix du titre de cet exposé : « Qui a peur de la participation ? », je vous propose un petit détour autobiographique.

Je suis ce que l'on pourrait appeler un *natif de la participation* : je dis « natif de la participation » pour me faire comprendre des plus jeunes générations, celles que l'on dit « digital natives », nées avec l'informatique. Moi je suis d'une génération plus ancienne, bien avant les générations que l'on a désignées comme X puis Y : je suis de la génération « mai '68 ». Voilà : le gros mot est lâché. Oui : j'ai assisté à la mise en place de conseils d'élèves au sein des établissements d'enseignement secondaire et oui : j'ai été représentant de classe au conseil d'élèves de mon école secondaire ; oui : j'ai été membre actif d'une organisation de jeunesse en un temps où les loisirs n'étaient pas encore massivement synonymes de consommation passive ; j'ai récidivé à l'université où j'ai été représentant des étudiants au Conseil de faculté, puis représentant du personnel scientifique à ce même Conseil ; enfin, pour aggraver définitivement mon cas, j'ai choisi comme orientation d'étude la psychologie sociale, et en particulier ce qu'on appelait alors la « dynamique des groupes », qui comme on l'a oublié aujourd'hui était alors le refuge de tous ceux et de toutes celles qui estimaient primordial d'avoir leur mot à dire et de le faire savoir. Ces circonstances biographiques particulières m'ont longtemps rendu assez imperméable à une vérité toute simple : la participation des plus jeunes – qu'ils soient écoliers, élèves ou étudiants – était peut-être une **évidence** pour moi, mais elle n'était pas et elle n'est toujours pas une évidence pour tout le monde. Elle n'était sûrement pas une évidence pour la génération de mes parents, mais plus troublant, elle n'était pas non plus nécessairement une évidence pour tous les « jeunes » de ma génération devenus éducateurs, enseignants, fonctionnaires, magistrats, et plus troublant encore, elle n'était pas non plus nécessairement une évidence pour les générations qui ont suivi la mienne.

Je résume : j'ai baigné dans une **culture de la participation**, et j'en ai acquis une expérience concrète, tangible, au point que la participation est devenue comme une **évidence** pour moi, mais, force m'a été de constater, et de constater encore et encore, que cette évidence était loin d'être unanimement partagée. Aussi je prendrai un malin plaisir à pointer au cours de cet exposé ces **fausses évidences** qui découlent de nos propres évidences.

Si je me suis permis ce détour autobiographique, c'est parce qu'il illustre à mon sens un mécanisme très simple mais fondamental : chacun répète et reproduit ce qu'il a connu et expérimenté. Et c'est particulièrement vrai, et important, dans nos relations d'adultes avec des enfants et des jeunes. Pensez à des enseignants : qu'ont-ils vécu, ou subi, comme méthode d'enseignement en tant qu'élèves avant de passer de l'autre côté de la barrière et de devenir eux-mêmes enseignants ? Était-ce une pédagogie active du style Freinet ou Montessori, ou était-ce une pédagogie traditionnelle avec des cours ex-cathedra ? A votre avis : comment vont-ils donner cours une fois en service ? On appelle cela le principe d'homologie : et dans tous les métiers de l'éducation au sens large, nous avons de bonnes raisons de croire qu'il joue un rôle fondamental. Ce qui nous ramène directement au cœur de notre sujet de la participation : en tant qu'adulte, éducateur, enseignant, animateur, le modèle « pédagogique » **par défaut**, le mode de relation avec des enfants ou des jeunes que l'on adoptera le plus spontanément, c'est celui que l'on aura soi-même connu enfant ou jeune avec ses propres parents, avec un enseignant, un éducateur ou un animateur. Et malheureusement pour l'enjeu qui nous réunit aujourd'hui, ce modèle par défaut a peu de chance d'être celui de la participation. Après tout, la génération native de la participation n'était peut-être qu'une parenthèse enchantée, d'ailleurs sans doute pas aussi homogène qu'on le pense sur la question. Voilà pourquoi il faut s'interroger sur « qui a peur, aujourd'hui, de la participation ? ».

Et je ne saurais mieux le faire qu'en citant les propos tenus par Thomas Hammarberg, Commissaire aux droits de l'homme, lors de la Conférence Korczak au Conseil de l'Europe le 20 novembre 2007 : *« Notre objectif devrait être d'instaurer une culture plus réceptive et plus respectueuse des opinions des enfants. Malheureusement, beaucoup d'adultes semblent voir dans cette idée une menace. La question de l'influence des enfants est perçue comme un « jeu à somme nulle », c'est-à-dire une situation dans laquelle une partie ne gagne que si l'autre perd. En d'autres termes, pour les adultes, si les enfants obtiennent plus de pouvoir, les adultes perdront une partie de leur ; ils auront moins de contrôle sur leurs enfants ou ne pourront plus maintenir la discipline dans les classes. »*.

Face à cet état d'esprit ambiant, on se trouve alors devant une sorte de **paradoxe** : depuis plus de 20 ans au moins, les plus prestigieuses instances internationales (ONU, Conseil de l'Europe, Unicef) s'emploient à légitimer et à promouvoir la participation des enfants et des jeunes et le respect de leurs opinions non seulement comme un droit mais comme un principe fondamental de notre conception de l'enfance.

Petit rappel de quelques jalons historiques :

- 1989 : la CIDE est adoptée par l'assemblée générale des Nations unies : elle consacre la participation comme un des quatre principes directeurs de la Convention et précise en son article 12 la portée qu'elle donne à ce droit à la participation ; de nombreux autres articles y font directement ou indirectement référence ;
- 2001 : le centre de recherche Innocenti de l'Unicef publie, sous la plume de Gerison Landsdow, son ouvrage de référence : *Promoting children's participation in democratic decision-making* ;
- 2003 : l'Unicef explicite dans une de ses publications l'articulation des différents articles de la CIDE qui concourent à la définition du droit des enfants à la participation ;
- 15 septembre 2006 : le Comité des droits de l'enfant de Genève consacre sa journée de discussion générale au droit des enfants d'être entendu et publie ses recommandations en la matière ;
- 2006 : l'Unicef publie « Child and youth participation. Ressource guide », un répertoire de plusieurs dizaines d'outils, sites Internet et organismes consacrés à la participation des enfants et des jeunes ;
- 20 novembre 2007 : le Commissaire aux droits de l'homme, Thomas Hammarberg, adresse son allocution au Conseil de l'Europe dans le cadre de la Conférence Korczak sous le titre : « Les enfants ont le droit d'être entendus et les adultes le devoir de les écouter » ;
- 12 juin 2009 : le Comité des droits de l'enfant de Genève publie son observation générale n° 12 sur le droit des enfants d'être entendu où il précise la portée juridique de ce droit, les mesures d'application, les obligations des états parties et les différents contextes dans lesquels ce droit doit être mis en oeuvre ;
- Et je m'arrête ici : la liste des initiatives en faveur du droit à la participation prises après cette date serait trop fastidieuse.

Sous de tels auspices, avec de tels parrainages, il est difficile de considérer que la participation des enfants et des jeunes est une question secondaire, un luxe facultatif, une sorte de supplément d'âme que l'on réserverait aux bons élèves, un principe éducatif que l'on appliquerait en des temps favorables ou que l'on réserverait à des circonstances ou des endroits propices. Au contraire : les discours officiels des plus hautes instances politiques et morales sont on ne peut plus clairs et impératifs : la participation des enfants et des jeunes n'est pas une option, c'est un droit fondamental. Les états signataires de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant ont obligation de mettre en œuvre toutes les mesures garantissant à tout mineur d'âge le droit d'exprimer son opinion sur toute question et décision qui le concerne, individuellement ou collectivement, et garantissant que cet avis soit pris en compte. En d'autres termes : la participation des enfants et des jeunes est bel et bien un **principe consacré** qui s'applique, de jure comme disent les juristes, c'est-à-dire en tant que règle de droit, à tout adulte dans ses relations avec des enfants, et a fortiori, à tout professionnel de l'enfance que ce soit dans la sphère éducative, sociale, médicale, administrative, juridique, dans le cadre des mesures protectionnelles ou de prévention, dans les procédures d'asile et d'immigration, dans le cadre du travail, dans les situations d'urgence, dans les situations de violence, jusque et y compris dans la sphère des décisions politiques.

Bref : partout où l'enfant et le jeune sont concernés par des décisions d'adultes, injonction est faite à ces mêmes adultes de considérer ces enfants et ces jeunes comme des interlocuteurs et davantage encore, comme des partenaires avec leurs propres points de vue et intérêts. On ne peut, aujourd'hui encore, qu'être interloqué par la radicalité d'une telle perspective : qu'il suffise simplement de se remettre en mémoire les temps pas si éloignés, grosso modo le milieu du 19ème siècle, où la puissance paternelle était, dans nos contrées, pratiquement sans limite et consacrée dans la loi, y compris dans les affaires d'inceste.

Devant l'autorité incontestable de ce principe consacré, on ne peut alors que s'interroger sur les atouts et les limites d'une telle situation afin de comprendre quelles perspectives s'ouvrent à nous. En d'autres termes, puisque la participation des enfants et des jeunes est un droit reconnu qui n'est plus contesté, comment organiser sa réalisation effective ? Et qu'est-ce qui y fait obstacle ? Tout le monde sait qu'un droit reconnu n'est pas synonyme de droit acquis : quel chemin reste-t-il donc à parcourir pour que ce droit reconnu soit, demain, davantage une réalité tangible pour les enfants et les jeunes qu'il ne l'est aujourd'hui ?

Il y a deux réponses à cela : une réponse longue et une réponse courte. La réponse courte est que nous ne sommes pas aujourd'hui suffisamment engagés dans une **culture de la participation**. La réponse longue constituera la deuxième partie de mon exposé. Je vais essayer de vous résumer pas à pas comment le droit à la participation a constitué un axe structurant des initiatives prises par l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse depuis une dizaine d'années, et ainsi d'illustrer le chemin qu'il reste à parcourir pour faire du droit à la participation des enfants et des jeunes une réalité effective.

L'Observatoire est un service d'étude implanté au sein d'un Ministère, la Fédération Wallonie-Bruxelles, autrefois appelée Communauté française. Il n'en est pas pour autant un service d'étude d'un département du Ministère en particulier. Son nom à rallonge indique qu'il est un service d'étude des politiques d'enfance, de jeunesse et d'aide à la jeunesse, lesquelles relèvent, du point de vue administratif, d'au moins quatre grands secteurs ou départements. Cette position institutionnelle spécifique place l'Observatoire comme un service d'étude **transversal** ou, si vous préférez, intersectoriel. Et cela tombe vient à point nommé puisqu'une de ses missions est d'assurer la promotion et le suivi de l'application de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant en Communauté française de Belgique ; CIDE qui, comme vous le savez, se présente comme une et indivisible et constitue de ce fait le socle et la référence pour une politique globale et intégrée de l'enfance et de la jeunesse.

Très rapidement après sa création en 1999, l'Observatoire a donc assez naturellement, en tant que service d'étude, cherché à documenter des questions transversales aux différentes politiques d'enfance et de jeunesse. Et parmi ces questions transversales, une question s'est rapidement imposée compte tenu de son importance dans la CIDE, à savoir : la participation des enfants et des jeunes.

La première étude initiée par l'Observatoire pour documenter cette question de la participation a donc consisté à dresser un inventaire des législations et réglementations qui, en Communauté française, organisaient la question de la participation des enfants et des jeunes. En effet, plus de 10 ans après la ratification de la CIDE par la Belgique (nous sommes en 2004), on était en droit de s'interroger sur la manière dont le législateur avait traduit dans sa réglementation communautaire le principe fondamental énoncé à l'article 12 de la CIDE. Fort de cette feuille de

route somme toute assez simple, nous avons donc recensé les différents textes qui organisaient la question de la participation des enfants et des jeunes dans les différents secteurs : l'enseignement, la protection et l'aide à la jeunesse, les organisations et maisons de jeunes ; et selon différentes modalités : individuelle, collective via des représentants, ou éducative via l'éducation à la citoyenneté.

Cet inventaire débouche sur un diagnostic contrasté : bonne « surprise », le législateur n'a pas chômé pour traduire le droit à la participation en dispositions réglementaires dans les différents secteurs concernés par l'enfance et la jeunesse : *dans les textes*, le droit à la participation a bel et bien été décliné en différentes balises et repères plus ou moins contraignants ; mauvaise surprise : chacun s'accorde à reconnaître que, *sur le terrain*, cette reconnaissance du droit à la participation connaît des succès disons mitigés : ce sont des conseils d'élèves qui ne sont pas mis en place dans les établissements scolaires, des maisons de jeunes qui peinent à constituer un conseil d'administration comportant au moins 60% de jeunes de moins de 25 ans, comme le leur impose la législation, etc. Les raisons invoquées sont multiples : manque de formation spécifique et d'accompagnement, expériences malheureuses qui tournent au cauchemar, manque de motivation des jeunes eux-mêmes, ... : bref : en matière de participation, le paysage légal, relativement à jour par rapport au prescrit de la CIDE, ne reflète pas les réalités vécues par la majorité des enfants et des jeunes.

En accord avec notre mission de service d'étude, nous décidons alors (en 2007) de documenter la réalisation de ce droit à la participation, non plus en recensant les textes réglementaires, mais en interrogeant directement les principaux intéressés sur leur expérience vécue de la participation. Nous réalisons donc une enquête par questionnaire auprès d'un échantillon représentatif auprès de 1.000 enfants et jeunes de 10 à 18 ans sur la manière dont, selon eux, leur point de vue est pris en compte dans les différentes circonstances où des décisions qui les concernent sont prises.

Parmi les enseignements de cette étude, j'épinglerai ici deux constats forts :

- Une forte minorité de jeunes demeure à l'écart de toute affiliation à un milieu de vie collectif autre que la famille ou l'école et n'a aucune expérience concrète d'expression démocratique dans un contexte institué (conseils communaux d'enfants ou de jeunes, forums, ...);
- Au vu des témoignages recueillis, le milieu scolaire n'apparaît pas comme un lieu où les enfants sont écoutés ou entendus. En effet, alors que chez eux, la majorité des enfants et des jeunes semblent non seulement écoutés mais aussi entendus, seule une minorité d'élèves a le sentiment qu'ils peuvent être acteurs en milieu scolaire. Cette singularité du milieu scolaire est d'autant plus apparente que hors de l'école, dans les activités sportives, culturelles, dans les mouvements de jeunes, le sentiment d'être entendu et écouté est, là aussi, majoritaire.

Nous en retirons la conviction que, nonobstant les déclarations de principe, le chemin que nous avons bien imprudemment emprunté pour contribuer à rendre effectif le droit à la participation des enfants et des jeunes sera long : comme nous l'écrivons diplomatiquement à ce moment : la marge de progression en la matière reste importante.

Ce qui ne signifie pas que tout est à faire : lors de la journée du 20 novembre 2008, consacrée traditionnellement à la célébration de l'anniversaire de la signature de la CIDE, en collaboration avec le Délégué général aux droits de l'enfant (l'ombudsman pour enfants), nous mettons en exergue trois expériences abouties de participation d'enfants et de jeunes au travers de trois reportages illustrant des « bonnes pratiques » particulièrement inspirantes : la première, sur la seule émission télévisée en Communauté française entièrement réalisée par des jeunes (Coup2pouce), la deuxième sur une expérience d'animation à la philosophie dans des classes de l'enseignement primaire (Philocité), et la dernière sur la première agence de presse (en Flandre) entièrement investie par des jeunes de 16 à 26 ans (Stampmedia). Et nous présentons bien entendu les résultats de l'enquête sur la participation.

Cette démarche d'enquête est selon nous emblématique à deux titres au moins : d'une part, en interrogeant directement des enfants et des jeunes *à partir de 10 ans*, nous contribuons directement à l'exercice du droit à la participation puisque nous leur donnons directement la parole sur une question qui les concerne au premier chef ; d'autre part, en recourant à une enquête représentative, nous souhaitons mettre l'accent sur la nécessité d'évaluer de manière fiable, auprès des premiers intéressés eux-mêmes, le degré de réalisation du droit à la participation.

Ce second point est fondamental : comme le savent tous ceux qui se sont frottés à la réalité des choix politiques, ce qui n'est pas mesuré est rarement pris en compte ou dit de manière plus percutante : ce qui n'est pas compté ne compte pas. Comme pour les questions d'égalité entre genres, si je peux me permettre ce rapprochement, la question de la réalisation du droit à la participation doit à un moment ou un autre pouvoir être **évaluée** sur base de chiffres probants pour s'imposer dans l'agenda politique. J'en veux pour preuve le souci qu'ont eu les experts réunis par la Commission européenne pour établir un tableau bord de la jeunesse en Europe, d'inclure des indicateurs relatifs à la participation des jeunes parmi l'ensemble des indicateurs retenus.

C'est en ayant à l'esprit l'importance de cet enjeu de l'évaluation de la participation que nous nous lançons (en 2009) dans un autre inventaire : un inventaire des outils d'évaluation de la participation. Le bilan de cette démarche est ici aussi contrasté : oui, il existe bel et bien des outils remarquables développés de ci de là par quelques enthousiastes de la participation mais même si ils sont prêts à l'usage, il en faut davantage pour amener des éducateurs, des enseignants, des animateurs, etc. à les adopter et à modifier leurs pratiques en conséquence. La formation et l'accompagnement des adultes sont des conditions de réussite indispensables : la simple mise à disposition d'outils, aussi pertinents soient-ils, est peut-être une condition nécessaire mais en tout cas, elle n'est pas suffisante : l'organe ne crée pas la fonction. Pour faire de la participation une réalité effective pour les enfants et les jeunes, il faut développer une **culture de la participation**, ce qui va bien au-delà des aspects techniques d'outillage. J'insiste sur ce point parce que l'empressement à élaborer des outils et autres mallettes pédagogiques constitue un exemple supplémentaire de ces fausses évidences (ou bonnes idées) auxquelles on succombe si facilement lorsqu'on est convaincu de son bon droit.

Reprenant notre bâton de pèlerin de la participation, nous mettons sur pied (en 2010) une nouvelle enquête par questionnaire auprès d'un échantillon représentatif d'élèves du premier degré de l'enseignement secondaire (12 à 16 ans), avec cette fois pour objectif d'examiner en détail la question du bien-être à l'école, en ce compris les questions relatives à la participation, fort du constat que le milieu scolaire est apparu, dans l'enquête précédente, comme le moins réceptif aux pratiques de participation.

Ce nouvel état des lieux débouche sur plusieurs constats interpellant : alors que le droit à être écouté et entendu dans toute question qui les concerne est un droit fondamental inscrit dans la convention internationale des droits de l'enfant, le moins que l'on puisse dire est que ce droit ne semble guère cultivé dans l'enceinte scolaire : seuls 4 élèves sur 10 estiment en effet qu'ils peuvent exprimer un avis *différent* de celui de leurs professeurs ou que leur avis est pris en compte par eux. Constat d'autant plus interpellant qu'il y a une réelle attente des élèves vis-à-vis des professeurs en termes de qualité des explications et d'interaction puisque près de 9 élèves sur 10 souhaitent pouvoir poser plus facilement des questions aux professeurs. Il y a décidément quelque chose comme une opportunité insuffisamment exploitée au niveau du dialogue entre professeurs et élèves et ces résultats confirment la tendance déjà clairement diagnostiquée dans la précédente enquête réalisée en 2006 sur la participation ; de même qu'ils confortent le diagnostic sur la marge de progression possible quant à l'exercice du droit à la participation en contexte scolaire.

Jusqu'à présent, j'ai surtout évoqué les aspects les plus familiers du droit à la participation : ceux qui concernent l'écoute des enfants et des jeunes, le respect de leurs opinions, leur implication dans les décisions qui les concernent directement et individuellement. Tous ces aspects sont proches de la réalité quotidienne de tous les enfants, jeunes, parents et adultes qui les côtoient et ils concernent chacun individuellement. Mais le droit à la participation n'est pas qu'un droit individuel à faire entendre son petit point de vue et ses petits intérêts : c'est aussi un droit à s'occuper des décisions publiques qui ont un **impact collectif**, c'est un droit à faire entendre son point de vue sur toute question qui concerne un enfant ou un jeune, individuellement certes, mais aussi **collectivement**. Prenant dûment en considération cet enjeu plus citoyen du droit à la participation, je vais terminer mon tour d'horizon par les pistes que nous avons suivies à l'Observatoire pour tenter d'aller de l'avant dans la réalisation effective de cette dimension plus citoyenne de la participation.

Je crois que dans chaque pays nous avons tous, en tant que parents, une conscience assez aigüe qu'un grand nombre de décisions affectent profondément la vie et le bien-être des enfants et des jeunes : les questions de la qualité de l'environnement viennent naturellement à l'esprit mais on peut aussi songer au logement, à l'aménagement du territoire, à la mobilité, à l'enseignement, aux politiques fiscales, etc. En tant qu'adultes,

nous avons bien conscience de tout cela. Mais les enfants et les jeunes ? Quelle conscience ont-ils de tous ces déterminants et surtout quelle influence ont-ils sur toutes ces décisions qui les affectent directement ou indirectement ? Voyez-vous, le droit à la participation que la CIDE reconnaît aux enfants ne se limite pas à leur accorder le droit de donner leur avis sur l'aménagement de leur classe ou de leur chambre, l'organisation des excursions scolaires ou la destination des vacances : il concerne aussi le droit de donner et de faire valoir leur point de vue sur toutes les décisions qui organisent le vivre ensemble dans une société donnée. Cet aspect du droit à la participation est sans doute celui qui risque d'être jugé le plus utopique par la majorité des adultes mais c'est aussi celui qui est le plus visionnaire, le plus radical, celui qui est le plus porteur de défis prometteurs.

Nous décidons alors d'aborder cette question sous un angle pragmatique relativement simple et classique. Pour que les enfants et les jeunes puissent avoir leur mot à dire dans la sphère publique, celle des décisions politiques, il faut d'abord garantir qu'ils ont accès aux informations pertinentes : le **droit à l'information** est la porte d'entrée incontournable de la participation citoyenne. Et pour garantir cet accès à l'information, il faut que celle-ci soit adaptée aux enfants, à leurs capacités de compréhension, à leur mode d'appréhension du monde.

Prenons un exemple simple : le Comité de Genève rend tous les cinq ans un rapport circonstancié, appelé « observations générales », à chaque état signataire sur la manière dont il a mis en œuvre sur son territoire les principes et les dispositions contenues dans la CIDE. Corolaire important : il enjoint chaque état signataire de diffuser et faire connaître le plus largement possible ces observations générales. Le plus largement possible, c'est-à-dire aussi auprès des enfants et des jeunes. Comment traduire ces observations générales dans un langage adapté aux enfants ? Comment rendre ce rapport « childfriendly » ? C'est le défi que nous avons tenté de relever en 2011 en publiant la brochure « Les droits de l'enfant en Belgique : l'heure du bulletin ».

Cette publication avait été précédée d'un important travail de synthèse des connaissances scientifiques sur la lisibilité et la compréhension des documents écrits par des enfants. Une synthèse que nous avons traduite dans un « Vade mecum » sous-titré : adapter un écrit pour le rendre accessible aux enfants. Nous en avons retenu que, trop souvent, les adultes ne sont pas suffisamment attentifs à la nécessité de traduire les messages qu'ils adressent aux enfants dans un langage qui leur soit adapté. Mais aussi qu'il suffit de suivre quelques règles simples pour faciliter à des enfants l'accès à des informations réputées trop complexes.

La dernière initiative en date de l'Observatoire pour rendre effectif le droit à la participation accordé aux enfants et aux jeunes a consisté à recenser les initiatives qui, en Belgique et à l'étranger, ont réussi à impliquer des enfants et des jeunes dans la définition, l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de décisions publiques. Sur base des enseignements tirés de ces différentes expériences, nous avons demandé aux chercheurs de rédiger un nouveau « Vade Mecum » centré sur la participation des enfants aux décisions publics.

L'idée qui nous a guidé dans ce travail est toute simple : certains acteurs, en Belgique et ailleurs, ont réellement pris au sérieux le droit des enfants à participer aux décisions publiques et ont mis en œuvre des dispositifs adaptés pour impliquer activement des enfants ou des jeunes dans l'élaboration de ces décisions. Et il est d'ores et déjà possible de consigner leur expérience en la matière dans un **mode d'emploi** à destination de tous ceux qui souhaitent emprunter la même voie, que ce soient des autorités communales, des responsables d'aménagement urbain, des directeurs d'école, de crèches, de maisons de jeunes, etc. Ce Vade-mecum de la participation se veut, comme le vade-mecum sur l'adaptation « childfriendly » des écrits, un outil essentiellement pratique : on y trouve la définition que donne la CIDE de la participation, des suggestions sur la manière d'impliquer les enfants dans les décisions publiques, sur la manière d'organiser la consultation ou la collaboration avec des enfants, sur les adaptations à prévoir en fonction de l'âge, du temps disponible, de la durée du cycle de décision, sur les règles déontologiques à suivre, sur les consignes de sécurité, sur l'évaluation du processus, le tout accompagné d'une « checklist » reprenant les différents points d'attention et les critères à prendre en compte pour organiser une participation des enfants effective et significative.

Je ne vais pas reprendre ici dans le détail ces différents points – la publication est d'ailleurs disponible sur notre site, comme toutes les autres publications que j'ai mentionnées – mais je voudrais terminer cet exposé par deux points qui me paraissent très importants.

Vous l'aurez compris au travers du parcours que je vous ai proposé de faire en compagnie de l'Observatoire, la participation au sens où l'entend la CIDE n'est définitivement pas une notion ou une pratique qui cadre spontanément avec notre conception de la place et du rôle des enfants. La conception de la participation défendue par la CIDE est une conception émancipatrice et elle reste profondément marquée, comme l'ensemble de la CIDE elle-même, par la notion de droits positifs de l'enfant, que l'on doit à celui qui est considéré comme son précurseur : Janusz Korczak. Le fait que ce droit soit maintenant reconnu, promu et consacré ne signifie en rien qu'il fasse partie de notre culture commune. Pour qu'il devienne effectif, nous avons tous encore un certain chemin à parcourir. Sur base de l'expérience et des connaissances déjà acquises en la matière, je vous propose deux argumentaires susceptibles de lever les réticences et les obstacles les plus habituels : le premier concerne les **bénéfices escomptés** de la participation, le second concerne les **idées reçues**, ou mythes, les plus fréquents.

Quels bénéfices peut-on attendre de l'implication des enfants dans les décisions que nous prenons en tant qu'adultes ? Autrement dit : pourquoi les impliquer ? Quatre grandes catégories de *bénéfices* sont généralement invoqués :

- Tout d'abord, la valeur ajoutée pour les enfants eux-mêmes : ils acquièrent de nouvelles compétences (capacité à argumenter, à débattre ensemble et expérience d'un processus de décision démocratique), de nouvelles connaissances, ils gagnent en confiance en eux-mêmes, en estime de soi, ils font l'expérience de leur valeur personnelle. Bref la participation engendre de la responsabilisation, de l'autonomisation ou pour le dire en anglais de l'« empowerment ».
- Ensuite, la participation contribue directement à leur éducation à la citoyenneté active, c'est-à-dire augmente leur capacité à contribuer à une société démocratique.
- La contribution des enfants amène également de nouvelle perspective (insight) sur des questions familières pour les adultes, notamment en ce qui concerne l'impact de leurs décisions sur les enfants.
- Les décisions qui associent les enfants sont également souvent de meilleures décisions : plus légitimes, plus faciles à mettre en œuvre et à suivre.
- Enfin, certains mettent également en avant une meilleure protection des enfants, notamment contre les abus et la maltraitance, parce que l'exercice du droit à être écouté et entendu empêche que s'instaure la loi du silence.

Enfin, deuxième argumentaire, il y a les idées reçues, ces petites phrases du sens commun qui servent souvent d'alibi à l'immobilisme et au statu quo.

- *La participation des enfants, c'est uniquement intéressant pour l'aménagement d'une plaine de jeu, le choix d'une activité sportive ou culturelle. Mais pour le reste ... chacun à sa place.* Pourtant la contribution des enfants s'est révélée décisive dans des questions comme l'aménagement de l'espace public, le règlement d'ordre intérieur d'une école, la lutte contre la pauvreté... et il n'y a aucune raison de ne pas attendre le même bénéfice pour toutes les décisions qui ont un impact sur des enfants.
- *Les adultes savent ce qui est le mieux pour les enfants...* Peut-être pour ce qui est de leur bien-être à long terme mais les enfants ne vivent pas dans le futur : ils vivent ici et maintenant et ils savent, et savent dire, ce qui est bon pour eux, pour leur bien-être ici et maintenant.
- *Si on acceptait tout ce qu'ils réclament, on n'en sortirait plus...* : écouter et prendre en compte ne signifie pas adopter et entériner tout ce qu'ils disent mais respecter leur point de vue et les associer aux décisions en fonction de leurs capacités réelles, qui évoluent. Ceci implique d'être tout-à-fait clair et transparent, dès le début, sur la place que l'on compte réserver à leur point de vue dans l'élaboration des décisions en jeu. Rien n'est pire que de laisser croire que l'on va prendre en compte leur avis puis que cet avis n'ait aucun impact. Marc Jacquemain l'a exprimé de manière on ne peut plus claire : « *Dans tout processus de participation, c'est l'impact réel sur la décision qui détermine si le processus s'érode ou reste vivant. Rien n'est pire en effet que de consulter un public quel qu'il soit, pour ensuite prendre une décision qui ne tient aucun compte des avis exprimés : cela ne peut, au mieux, que renforcer le sentiment d'impuissance et, au pire, cela suscitera une forte impression d'avoir été grugé, voire manipulé.* » Marc Jacquemain (2011). En clair : prendre au sérieux l'avis des enfants, c'est accepter de partager au moins une partie du pouvoir de décision avec eux.

- *La participation n'est souvent qu'un alibi pour faire démocratique mais les décisions importantes sont déjà prises.* Il y a effectivement un niveau zéro de la participation quand les enfants sont utilisés pour garnir ou faire semblant : ce que l'anglais désigne comme « tokenism ». Mais il y a au moins trois autres degrés d'implication effective des enfants dans les décisions : la **consultation**, la **collaboration** et la **co-décision**. Chacune de ces modalités peut être appropriée en fonction des circonstances : l'important est que les adultes soient explicites sur le niveau d'implication qui est sollicité des enfants et sur ses conséquences sur les décisions en jeu.
- *Seuls les enfants de plus de 12 ans sont capables de participer à l'élaboration de décisions publiques : en-dessous de 12 ans, c'est bien trop difficile pour eux.* Faux : plusieurs expériences étrangères (Ecosse, Australie) ont démontré qu'en choisissant une méthodologie adéquate, il est parfaitement possible d'impliquer de très jeunes enfants dans des décisions publiques.
- *Quand on sollicite la participation des enfants, ce sont toujours les mêmes qui prennent ou monopolisent la parole.* Oui mais n'est-ce pas la même chose entre adultes ? Toute démarche de consultation ou de collaboration avec des enfants doit être inclusive et viser tous les enfants sans discrimination. Cela nécessite plusieurs précautions : ne pas se contenter des enfants les plus faciles à contacter, organiser les rencontres sur le lieu de vie des enfants, être flexible dans l'organisation pour rencontrer les différents besoins, être sensible à toute la diversité de style des enfants en termes de communication, de résolution de problème, de sensibilité, etc. (la diversité interne), sans la juger ou la stigmatiser mais en la prenant comme un fait.

Voilà qui j'espère fournira du grain à moudre à ceux qui ont peur de la participation. Car, vous l'aurez compris, si le principe consacré du droit à la participation représente un formidable atout, il bute sans cesse sur les limites que nous, adultes, lui imposons en raison de nos craintes ou de notre ignorance. Il nous appartient d'en dégager l'horizon pour qu'il tienne toutes ses promesses.

Aussi, en guise de conclusion, je voudrais profiter de ma présence ici avec vous au Grand Duché de Luxembourg pour faire une analogie. En tant que membre du Bénélux d'abord, en tant que membre fondateur de l'Union européenne ensuite, votre pays comme le mien n'a cessé d'œuvrer depuis plus de 50 ans pour une forme d'utopie : une union de plus en plus étroite (*an ever closer union*) entre pays européens. Cette formule féconde a eu et a toujours le mérite de parier, au-delà des vicissitudes du présent, sur notre capacité collective à bâtir un avenir meilleur. J'espère vous avoir convaincu que, dans le même esprit, la mise en œuvre du droit à la participation est une **entreprise sans terme prédéfini** (*an open-ended endeavor*) qui mérite toute notre attention et toute notre énergie.

Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse : <http://www.oejaj.cfwb.be>

Références

- Comité des droits de l'enfant, Observation générale n° 12 (2009), Le droit de l'enfant d'être entendu, http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/AdvanceVersions/CRC-C-GC-12_fr.pdf
- Committee on the rights of the child, Forty-third session, Day of general discussion on the right of the child to be heard. Recommandations, 29 september 2006
- DGAJ, La participation des jeunes, un enjeu éducatif. Quels outils pédagogiques? Quelles méthodologies pour recueillir la parole des jeunes?, Actes de la journée d'étude organisée le 22 novembre 2011 par la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse à l'occasion de l'anniversaire de la Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant? http://www.aidealajeunesse.cfwb.be/fileadmin/sites/ajss/upload/ajss_super_editor/DGAJ/Publications/Actes_colloque_participation_des_jeunes.pdf
- OEJAJ, Clips vidéo: Concrètement, la participation, <http://www.oejaj.cfwb.be/index.php?id=5338>
- OEJAJ, Enquête sur la participation des enfants et des jeunes, <http://www.oejaj.cfwb.be/index.php?id=5321>
- OEJAJ, Enquête sur les conditions de vie, l'acquisition de compétences sociales et les différentes formes d'implication et de participation des élèves du premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire en Communauté française, <http://www.oejaj.cfwb.be/index.php?id=6254>
- OEJAJ, Inventaire des législations qui organisent la participation en Communauté française, <http://www.oejaj.cfwb.be/index.php?id=5326>
- OEJAJ, Inventaire raisonné des outils d'évaluation de la participation des enfants et des jeunes, <http://www.oejaj.cfwb.be/index.php?id=5335>
- OEJAJ, Les droits de l'enfant en Belgique: l'heure du bulletin, <http://www.oejaj.cfwb.be/index.php?id=5352>
- OEJAJ, Vade-mecum. Adapter un écrit pour le rendre accessible aux enfants, <http://www.oejaj.cfwb.be/index.php?id=5352#c10790>
- OEJAJ, Vade-mecum. La participation des enfants aux décisions publique, à publier sur le site
- Perpetua Kirby, Claire Lanyon, Kathleen Cronin, Ruth Sinclair, Building a culture of participation. Involving children and young people in policy, service planning, delivery and evaluation. Research report, Department for education and skills, (2003)
- Philippe Meirieu, Le pédagogue et les droits de l'enfant: Histoire d'un malentendu? Texte rédigé pour la journée d'études annuelle de DEI-France, sur l'ECOLE (2001)
- Renate Kränzl-Nagl, Ulrike Zartler, Children, participation, projects – how to make it work, Council of Europe, (2004)
- Thomas Hammarberg, Commissaire aux droits de l'homme. Conférence Korczak 2007 au Conseil de l'Europe. Varsovie, 20 novembre (2007) (cf. CommDH-Speech(2007)18_FR.doc)
- Unicef, Le « droit » d'un enfant à la participation, <http://www.unicef.org/french/sowc03/specialtopics/panel3.html>

I.2. Kinder von Anfang an beteiligen. Partizipation in Kindertageseinrichtungen

Prof. Dr. Raingard Knauer.

Partizipation ist in den kindheitspädagogischen Diskursen angekommen. Die Beteiligung von Kindern in Kitas gilt als Motor für Demokratiebildung, Schlüssel zu allgemeinen Bildungsprozessen, Voraussetzung für Inklusion, Beitrag zur Resilienzförderung und strukturelle Bedingung für den Kinderschutz.

Der Kieler Pädagoge Heinrich Kupffer hat in seinem Buch „Erziehung – Angriff auf die Freiheit“ folgende Grundfrage formuliert, die jede Pädagogik beantworten muss: „Was wünschen wir, woran wollen wir uns halten? Welche Konstellation zwischen ungleichen Partnern halten wir für angemessen? Die Freiheit des jungen Menschen ergibt sich nicht von selbst; sie muß gewollt, beschlossen und gestaltet werden“ (Kupffer 1980, S. 19). Er weist auf die Tatsache hin, dass Kinder und Erwachsene in Bezug auf das Alter, ihre Erfahrungen etc. ungleich sind. Ob sie trotzdem demokratische Mitwirkungsrechte haben und ihnen damit Kinderrechte gewährt werden, wie in der UN-Konvention für die Rechte des Kindes gefordert, liegt in der Macht der Erwachsenen. Diese müssen entscheiden, ob sie Freiheit und damit demokratische Rechte ermöglichen wollen. Das heißt:

- *Demokratie muss von den Fachkräften gewollt sein.* Welches Menschenbild bestimmt das pädagogische Handeln?
- *Demokratie muss von den Fachkräften beschlossen werden.* Auf welche konkreten Grundlagen einigt sich das Team?
- *Demokratie muss von den Fachkräften gestaltet werden.* Wie werden Kinderrechte didaktisch-methodisch umgesetzt?

Das Institut für Partizipation und Bildung e.V. hat 2001 damit begonnen ein Konzept für Partizipation von Kindern in Kindertageseinrichtungen zu entwickeln, das seitdem in einem fruchtbaren Austausch zwischen Wissenschaft, Fortbildung und Praxis weiter entwickelt wird (vgl. www.partizipation-und-bildung.de). Grundlage dieses Konzepts ist folgende Definition von Partizipation:

„Partizipation heißt, Entscheidungen, die das eigene Leben und das Leben der Gemeinschaft betreffen, zu teilen und gemeinsam Lösungen für Probleme zu finden“ (Schröder 1995, S. 14).

Im Vortrag wurden die Zusammenhänge zwischen Partizipation und Bildung, Partizipation und Demokratie, das Fortbildungskonzept sowie die Kita-Verfassung angesprochen. Der Vortrag endete mit einem Filmausschnitt aus der DVD „Die Kinderstube der Demokratie“ (Müller/Thomas 2008).

Partizipation und Bildung

Bildung wird vor allem in non-formalen-Institutionen als Aktivität des Kindes verstanden. Kinder gehen „– kaum dass die Nabelschnur durchgeschnitten ist – ihre eigenen Wege ... Im tätigen Umgang mit der Welt machen sie sich ein Bild von ihr und streben hinsichtlich ihrer Bedürfnisse und Interessen mit all ihren Kräften nach Handlungsfähigkeit“ (Laewen 2002, S. 53). Ähnliches ist auch im Arbeitspapier „Leitlinien zur non-formalen Bildung im Kindes- und Jugendalter“ (Luxembourg 2013) formuliert. Bildungsförderung in Kindertageseinrichtungen, die sich an den individuellen Aneignungsprozessen und -interessen der Kinder orientiert, gelingt nur dann, wenn die Kinder beteiligt werden. Nur so erfahren pädagogische Fachkräfte, was Kinder bewegt und interessiert und können dieses aufgreifen.

Partizipation und Demokratiebildung

Der Sozialphilosoph Oskar Negt sagt: „Eine demokratisch verfasste Gesellschaft ist die einzige Gesellschaftsordnung, die gelernt werden muss, alle anderen Gesellschaftsordnungen bekommt man so.“ (Negt 2010, S. 27).

In diesem Zusammenhang ist der Beginn öffentlicher Erziehung besonders bedeutsam. Hier erleben Kinder i.d.R. zum ersten Mal, wie ein Zusammenleben zwischen Menschen, die nicht miteinander verwandt sind, geregelt ist. Sie versuchen zu ergünden: Wer ist hier eigentlich der Bestimmer? Wie läuft das hier? Was darf ich, was darf ich nicht?

Sie erschließen sich im Alltag der Kita ihre Handlungsspielräume und erleben die Kita als eine Art „Gesellschaft im Kleinen“. Ein Kind ist im Alltag der Kita zunächst rechtlos, die pädagogische Fachkraft hat die absolute Macht. Sie kann diese Macht auch nicht gänzlich abgeben; Kinder sind auf mächtige Erwachsene angewiesen. Sie kann aber Teile ihrer Macht abgeben und Kindern Entscheidungskompetenzen einräumen, indem sie Partizipation ermöglicht.

Partizipation beruht einerseits auf einer Haltung von Respekt, Achtung und der Fähigkeit, Dialoge mit Kindern zu gestalten. Andererseits braucht Partizipation eine strukturelle Verankerung, um Kindern die Möglichkeit zu geben, ihre Interessen und Rechte auch unabhängig von Erwachsenen zu formulieren und einfordern zu können. Kita-Teams können sich Partizipation nähern, indem sie erste Erfahrungen in Partizipationsprojekten sammeln. Gerade Kita-Teams, die noch wenig Erfahrung in Sachen Partizipation der Kinder haben, können im Rahmen von Partizipationsprojekten zeitlich begrenzt Partizipation gestalten. Für eine strukturelle Verankerung sollten die Rechte der Kinder aber grundsätzlicher geklärt sein. Am weitest gehenden ist die Einführung einer Kita-Verfassung, wie sie im Konzept „Die Kinderstube der Demokratie“ beschrieben wird (Hansen/Knauer/Sturzenhecker 2011, s.u.).

Zum Fortbildungskonzept „Die Kinderstube der Demokratie“

Partizipation von Kindern beginnt in den Köpfen der Erwachsenen. Daher liegt der Schlüssel zu Partizipation zunächst in den Aus- und Fortbildungen pädagogischer Fachkräfte. Das Institut für Partizipation und Bildung e.V. hat hier ein spezifisches Fortbildungskonzept entwickelt, das Teams darin unterstützt „ihren“ Weg zu einer demokratischen Gestaltung der Kita zu finden. Das Fortbildungskonzept besteht aus einer dreitägigen Fortbildung mit dem ganzen Team einer Einrichtung, in der entweder ein Partizipationsprojekt geplant oder eine Kita-Verfassung entworfen wird. Anschließend führen die Teams dieses Projekt durch bzw. die Verfassung ein, begleitet durch Coachings des Instituts. Am Ende steht eine Präsentation und Reflexion des Prozesses. Vor allem die intensive Diskussion im gesamten Team führt i.d.R. zu nachhaltigen Wirkungen. Dabei führen die FortbildnerInnen in das Thema ein und moderieren den Prozess. Die Entscheidungen, z.B. darüber welche Rechte Kinder wie haben sollen, fällen immer die Teams. So entwickelt jede Kita „ihren“ Weg zur Demokratie. Dabei empfiehlt es sich im Idealfall im Rahmen einer solchen Fortbildung sowohl ein Partizipationsprojekt zu planen als auch eine Kita-Verfassung zu erarbeiten.

Erarbeitung einer Kita-Verfassung

Auch die Kita-Verfassung wird mit dem ganzen Team erarbeitet und beinhaltet zwei Schritte.

Erster Schritt: Klärung der Rechte der Kinder. Zunächst geht es um die Fragen: „Worüber sollen Kinder auf jeden Fall selbst- oder mitentscheiden?“ und „Worüber sollen die Kinder auf keinen Fall selbst- oder mitentscheiden?“ Dabei werden zunächst alle Entscheidungen, die im Kita-Alltag auch die Kinder betreffen, angesprochen: Dürfen Kinder selbst entscheiden, ob sie essen, was sie essen etc.? Dürfen die Kinder selbst entscheiden, ob sie eine Jacke anziehen, wenn sie ins Freie gehen? Dürfen Kinder mitentscheiden über Raumgestaltung, Außengeländeplanung etc.? Dürfen Kinder mitentscheiden über Projektthemen oder gar über Personaleinstellungen oder Finanzen? Diese Fragen führen zu einem intensiven Austausch im Fachkräfteam. In die Kita-Verfassung werden nur die Rechte aufgenommen, für die sich das Team im Konsens entschieden hat.

Zweiter Schritt: Verfahren der Mitentscheidung. Hier wird geklärt, wie die Kinder mitentscheiden können. I.d.R. entwickeln die Fachkräfte Gremien auf Gruppenebene und in Einrichtungen mit mehr als einer Gruppe auch Gremien auf Einrichtungsebene, z.B. Delegiertenkonferenzen oder Vollversammlungen.

Das Ergebnis dieses Prozesses ist eine Kita-Verfassung, die zunächst im Team erarbeitet (erste Lesung), dann mit den Eltern besprochen wird und schließlich von allen Fachkräften unterschrieben wird (zweite Lesung). Da die Kinder ihre Rechte und die Verfahren zunächst noch nicht kennen, braucht es vor allem bei der Einführung eine pädagogische Gestaltung durch die Fachkräfte.

Partizipation zu erfahren unterstützt Demokratiebildung

Dass die Erfahrung von Partizipation zu Demokratiebildungsprozessen führt, wurde deutlich im abschließend gezeigten Ausschnitt der DVD „Die Kinderstube der Demokratie“ (Müller/Plöger 2008). Hier wird u.a. gezeigt, wie ein fünfjähriges Mädchen am Beispiel eines Konflikts über einen Mülleimer im Außengelände begreift, dass es unterschiedliche berechnigte Interessen gibt, die es in einer Demokratie auszuhandeln gilt. In der Auswertung einer Bewertungsphase des Außengeländes, in der einige Kinder für die Aufstellung eines Mülleimers waren, andere dagegen, formuliert sie: „Wenn der eine Kind will, das soll so sein und der andere Kind will, das soll nicht so sein – was soll'n wir denn da machen?“ Sie hat begriffen, dass es in einer Demokratie verschiedene Interessen gibt, die berechnigt sind und dass dadurch Konflikte entstehen können. Und sie outet sich hier als Demokratin indem sie fragt „was sollen *wir* da machen?“ (und nicht: und was macht *ihr* dann?). Sie versteht die Lösung eines Interessenkonflikts, als auch ihre Aufgabe. Und gleichzeitig markiert sie dies als eine anspruchsvolle Bildungsaufgabe „Das ist so schwer!“. Damit Demokratiebildung gelingt, sind Kinder auf die Fähigkeiten pädagogischer Fachkräfte, ihnen Demokratieerfahrungen zu ermöglichen, angewiesen.

Referenzen

- Kupffer, Heinrich, 1980: *Erziehung - Angriff auf die Freiheit. Essays gegen Pädagogik, die den Lebensweg des Menschen mit Hinweisschildern umstellt* Weinheim, Basel: Beltz.
- Hansen, Rüdiger; Knauer, Rainard; Sturzenhecker, Benedikt 2011: *Partizipation in Kindertageseinrichtungen. So gelingt Demokratiebildung mit Kindern!* Weimar, Berlin.
- Laewen, Hans-Joachim (Hrsg.), 2002: *Bildung und Erziehung in der frühen Kindheit* Weinheim, Berlin, Basel: Beltz.
- Negt, Oskar, 2010: Politische Bildung und Demokratie. In Aufenanger, S.H., Franz; Ludwig, Luise; Tippelt, Rudolf ed. *Bildung in der Demokratie. Beiträge zum 22. Kongress der Deutschen Gesellschaft für Erziehungswissenschaft*. Opladen.
- Müller, Lorenz; Plöger, Thomas, 2008: *Die Kinderstube der Demokratie. Wie Partizipation in Kindertageseinrichtungen gelingt* Deutschland 32 Minuten: Institut für Partizipation und Bildung e.V.
- Weitere Informationen: www.partizipation-und-bildung.de

I.3. Wo Beteiligung drauf steht muss sie auch drin sein! Qualitätsstandards von Beteiligung in der Jugendarbeit.

Claudia Zinser

1. Warum wurden in Deutschland Qualitätsstandards für die Beteiligung von Kindern und Jugendlichen entwickelt?

Im Rahmen des Nationalen Aktionsplans 2005-2010 „Für ein kindergerechtes Deutschland“ tagte regelmäßig eine heterogen zusammengesetzte Expertengruppe zum Thema „Beteiligung von Kindern und Jugendlichen“. Nach einer Bestandsaufnahme aus unterschiedlichen Perspektiven – öffentliche und private Jugendhilfe, Schule, Bund, Land und Kommune, u.v.m. – waren sich die Teilnehmenden einig, dass es zu diesem Zeitpunkt keiner neuen Modellprojekte und keines weiteren Methodenhandbuchs bedarf. Vielmehr wurde konstatiert, dass unter dem Begriff der Kinder- und Jugendbeteiligung eine Vielzahl an Angeboten und Modellen firmiert, die sich qualitativ auf sehr unterschiedlichem Niveau befinden. In der Konsequenz wurde entschieden, sich bundesweit und für die Lebensbereiche mit großer Relevanz für Kinder und Jugendliche auf Qualitätsstandards zu einigen nach dem Motto „Wo Beteiligung drauf steht, muss auch Beteiligung drin sein!“ Als Lebensbereiche wurden bearbeitet: Kindertagesstätten, Schule, Kommune, Kinder- und Jugendarbeit und Hilfen zur Erziehung.

Bevor die eigentlichen Standards erarbeitet wurden, einigten sich die Expert_innen auf ein gemeinsames Beteiligungsverständnis als Arbeitsgrundlage.

2. Beteiligung von Kindern und Jugendlichen – eine Frage der Machtverteilung

Einen Kernpunkt dieses Beteiligungsverständnisses bildet die Machtfrage. Nur wenn Macht an Kinder und Jugendliche abgegeben wird, handelt es sich um ernst gemeinte Beteiligung. Die ausreichende und altersgerechte Versorgung der Beteiligten mit Informationen wird nicht als eigene Beteiligungsstufe gewertet, sondern als unerlässliche Voraussetzung von Beteiligung, auf deren Basis verantwortungsbewusste Entscheidungen überhaupt erst möglich sind.

Das Gremium einigt sich auf die folgenden drei Stufen der Beteiligung, die nach dem Ausmaß der Machtübergabe gestaffelt sind. Bei der *Mitsprache* und *Mitwirkung* haben die Kinder und Jugendlichen ein Beratungsrecht. Es wird davon ausgegangen, dass die Erwachsenen deren Rat und Meinungen in ihre Entscheidungsfindung einfließen lassen. Die endgültige Entscheidung liegt aber allein bei den Erwachsenen. Bei der *Mitbestimmung* wird Kindern und Jugendlichen ein gleichberechtigtes Stimmrecht zugesprochen. Bei der *Selbstbestimmung* verfügen die Kinder und Jugendlichen über die alleinige Entscheidungsmacht über ein spezifisches Vorhaben oder einen Teil des Projektes. Das kann durchaus Etatverantwortung beinhalten.

Stufen	Beteiligungsintensität	Machtverteilung
Mitsprache und Mitwirkung	Kinder und Jugendliche werden um ihre Meinung zu einem Vorhaben gebeten.	Die Meinungen und Ideen werden von den erwachsenen Entscheidungsträgern zur Kenntnis genommen und fließen in die Entscheidung ein. Die Entscheidung liegt bei den Erwachsenen.
	Kinder und Jugendliche bekommen Raum und Unterstützung, um auf kreative Art und Weise ihre Ideen für die Gestaltung ihrer Lebenswelt einzubringen.	
	Das Ergebnis der Befragung bzw. der kreativen Gestaltung wird öffentlich bekannt gemacht.	
	Kinder und Jugendliche werden in die Beratungsprozesse der Entscheidungsträger einbezogen.	
Mitbestimmung	Den Kindern und Jugendlichen wird bei Entscheidungen über Projekte, Vorhaben und Leistungen ein Stimmrecht eingeräumt.	Den Kindern und Jugendlichen wird zu bestimmten Projekten, Vorhaben oder Abstimmungen ein gleichberechtigtes Stimmrecht zugesprochen.
	Das Stimmrecht ist gleichwertig mit dem Stimmrecht Erwachsener.	
	Das Stimmrecht kann nicht durch ein Veto Erwachsener weggenommen werden.	
	Die Kinder und Jugendlichen tragen für einen angemessenen Teilbereich Mitverantwortung für das Vorhaben.	
Selbstbestimmung	Kindern und Jugendlichen wird für einen angemessenen Teilbereich des Vorhabens alleinige Entscheidungsmacht übertragen.	Kinder und Jugendliche erhalten die alleinige Entscheidungsmacht über das komplette Vorhaben oder Teile des Projekts
	Den Kindern und Jugendlichen wird für das gesamte Vorhaben die Entscheidungsmacht übertragen.	
	Die Kinder und Jugendlichen verantworten das Vorhaben allein.	

3. Das Partizipationsdreieck - ein Exkurs zu partizipationsfördernder Haltung, Methode und Struktur

Das Partizipationsdreieck von Rebekka Bendig (2008) beleuchtet die drei Merkmale, die den Erfolg von Beteiligung entscheidend unterstützen: eine partizipative Grundhaltung der involvierten Erwachsenen, partizipationsfördernde Strukturen und partizipationsanregende Methoden.



4. Fünf Qualitätsbereiche und 14 allgemeine Qualitätsstandards

Die Expertengruppe einigt sich auf 14 arbeitsfeldübergreifende Qualitätsstandards, die fünf Bereiche von Qualität abdecken sollen. Diese fünf Qualitätsbereiche präzisieren sich wie folgt:

Zum ersten die **Konzeptqualität**. Hier geht es u.a. darum, wer die Ziele der Kinder- und Jugendbeteiligung festlegt und welche zuständigen Personen und Organisationen an den Umsetzungsstrategien beteiligt sein sollen.

Zum zweiten die **Prozessqualität**: Gerade Kindern und Jugendlichen geht es nicht nur um die Ergebnisse der Beteiligung, sondern um das gemeinsame Erlebnis. Wie wird miteinander umgegangen? Wie gestaltet sich die Interaktion zwischen den Beteiligten – sowohl zwischen den Peers als auch mit den Erwachsenen? Beteiligung kann anstrengend sein, sie muss aber auch Spaß machen, damit Frustrationserlebnisse im demokratischen Prozess gut tragbar werden.

Zum dritten die **Strukturqualität**: Hier werden die Entscheidungen über die Rahmenbedingungen der Beteiligung getroffen. Wie viel Personal und welche Finanzmittel werden in eine gelingende Beteiligung investiert? Sind die Entscheidungsstrukturen so angelegt, dass Beteiligungsvorhaben auch zum Erfolg führen können (s. Stufen der Beteiligung)? Gibt es ein Vorschlags- und Rederecht? Steht den Kindern und Jugendlichen ein Stimmrecht zur Verfügung? Wie werden die beteiligten Kinder, Jugendlichen und Erwachsenen für Beteiligung qualifiziert?

Zum vierten die **Ergebnisqualität**: Ist es den zuständigen Erwachsenen ein ernsthaftes Anliegen, die Bedürfnisse, Meinungen und Beschlüsse der Kinder und Jugendlichen in ihre Entscheidungsfindungen aufzunehmen? Werden die Arbeitsergebnisse und Vorschläge zügig umgesetzt, so dass die Kinder und Jugendlichen, die sich dafür eingesetzt haben, die Ergebnisse auch noch genießen können?

Und last but not least die **Zugewinnqualität**: Der Zugewinn fragt nach mehr als dem erreichten Ergebnis und einem guten Prozess. Beteiligung mit Zugewinn zeichnet sich dadurch aus, dass die Kinder und Jugendlichen auch eine Bereicherung für ihre aktuelle Lebensphase und für ihre Entwicklungsaufgaben erleben konnten. Welche Lebenskompetenzen konnten sie sich aneignen? Welche bereichernden Begegnungen mit Gleichaltrigen und Erwachsenen wurden ihnen ermöglicht? Welche Sinnhaftigkeit konnten sie in dem Engagement erleben - und das nicht nur bezogen auf das Gemeinwesen, sondern für ihre ganz persönlichen und aktuellen Lebensthemen (z.B. Erleben von Selbstwirksamkeit, Ablösung vom Elternhaus, etc.)?

Die 14 allgemeinen und arbeitsfeldübergreifenden Qualitätsstandards lauten:

1. Beteiligung ist gewollt und wird unterstützt – eine Partizipationskultur entsteht
2. Beteiligung ist für alle Kinder und Jugendlichen möglich
3. Die Ziele und Entscheidungen sind transparent – von Anfang an
4. Es gibt Klarheit über Entscheidungsspielräume
5. Die Informationen sind verständliche und die Kommunikation ist gleichberechtigt
6. Kinder und Jugendliche wählen für sie relevante Themen aus
7. Die Methoden sind attraktiv und zielgruppenorientiert
8. Es werden ausreichende Ressourcen zur Stärkung der Selbstorganisationsfähigkeit zur Verfügung gestellt
9. Die Ergebnisse werden zeitnah umgesetzt
10. Es werden Netzwerke für Beteiligung aufgebaut
11. Die Beteiligten werden für Partizipation qualifiziert
12. Partizipationsprozesse werden so gestaltet, dass sie persönlichen Zugewinn ermöglichen
13. Das Engagement wird durch Anerkennung gestärkt
14. Partizipation wird evaluiert und dokumentiert

5. Die Qualitätsstandards und ihre Umsetzung in der Offenen Jugendarbeit

Im Folgenden werden sich ergänzende Qualitätsstandards zusammen genommen und jeweils Vorschläge formuliert, welche Konsequenzen Pädagoginnen und Pädagogen für die eigene Arbeit ziehen können.

5.a *Beteiligung ist gewollt und unterstützt – Es soll eine PartizipationsKULTUR entstehen (QS 1) und Es werden Netzwerke für Beteiligung aufgebaut (QS 10)*

Was heißt das für Sie als Pädagogin/Pädagoge?

- Durchsuchen des eigenen Arbeitsfeldes nach Beteiligungsmöglichkeiten für Jugendliche → das Einmischen mitdenken - über den eigenen Arbeitsbereich hinaus!
- Lobbyarbeit in Politik, Verwaltung, Verbänden, Schulen, Jugendarbeit → Suche nach Unterstützerinnen für Jugendpartizipation – auch bei den Jugendlichen selbst!
- Entwicklung eines Konzepts, das auch andere Bereiche mitdenkt (Institutionen, Lebenswelt...) und Beteiligung mittel- und langfristig möglich macht und absichert.
- eine partizipative Grundhaltung der Erwachsenen anmahnen.

5.b *Beteiligung ist für alle Kinder und Jugendlichen möglich – Zugangsgerechtigkeit und Zugänglichkeit als Ziel (QS 2) und Die Methoden sind attraktiv und zielgruppenorientiert (QS 7)*

Was heißt das für Sie als Pädagogin/Pädagoge?

- sich der Ausschlusstendenzen von Teilnehmungsmodellen und -methoden bewusst zu sein: je mehr reden und sitzen, umso weniger attraktiv und leistbar ist das Teilnehmungsangebot für die meisten Jugendlichen.
- Verbinden von politischer Einmischung mit spannenden Projekten (Schüler-Feedback an Lehrer, Taschengeldbörsen aufbauen, Skaterparks entwickeln - und das darf auch mal die eigene Party-Reihe sein) → Etablieren Sie einen „Methodenmix“ (s.u.)
- Persönliche Kontakte nutzen – die Ansprache muss stimmen: Seien Sie nicht cooler als die Jugendlichen!
- Das ist Ihre pädagogische Kernkompetenz: zielgruppenorientiertes Vorgehen!

Partizipative Methoden lassen sich fünf Bereichen zuordnen, die eng an die Phasen eines Teilnehmungsprojektes anknüpfen.

1. Interessen- und Sozialraumerkundung
2. Einleitung und Weiterführung von Planungsprozessen
3. Moderation von Gruppenprozessen und Teamarbeit
4. Entscheidungsfindung
5. Öffentlich machen von Anliegen und Entscheidungen der Jugendlichen

Methodenmix

Je mehr Sie einen Methodenmix umsetzen, um so attraktiver bleibt das Angebot und umso leichter kann es gelingen, unterschiedliche Jugendliche für die Partizipation zu gewinnen. Auch wenn repräsentative Beteiligungsformen mehr Struktur vorgeben (Sitzungen, Abstimmungen etc.), ist es möglich, sie abwechslungsreich zu gestalten und von den Beteiligungsprojekten zu lernen. Hier eine Auswahl an erprobten Methoden:

- Wahl oder Delegation
- Diskussionsrunden mit Abstimmungen
- Modellbau oder Zeichnungen von Gestaltungsideen
- Begehungen und Erkundungen (mit Kamera, Video, Geocaching)
- Fragebögen, Interviews, wertschätzende Befragung
- Visualisieren von Informationen, z.B. von Vor- und Nachteilen oder Konsequenzen, mit Hilfe von Collagen, Malen, Rollenspielen, Powerpoint, Rap
- Visualisieren von Meinungsbildern und Entscheidungsmöglichkeiten
- gruppendynamische Übungen → Arbeitsfähigkeit der Gruppe!

5.c *Transparente Ziele - schon in der Planungsphase (QS 3) und Es gibt Klarheit über Entscheidungsspielräume (QS 4) und Kinder und Jugendliche wählen für sie relevante Themen aus (QS 6)*

Was heißt das für Sie als Pädagogin/Pädagoge?

- „Beteiligung von Anfang an!“ Damit kann das Alter gemeint sein, hier jedoch die Planungsphase.
- Bleiben Sie am Interesse der Jugendlichen. Und wagen Sie den Blick auf die dahinterliegenden Bedürfnisse (statt der unrealistischen Forderung nach einem Kino, reicht vielleicht auch das wöchentliche gemeinsame Filmerlebnis als öffentliches Ereignis)
- Partizipation ohne Transparenz ist nicht möglich. Sie können offenlegen: Welche Motive und Ziele spielen eine Rolle? Wer hat die Entscheidungsmacht? → Das ist wichtig für eine erfolversprechende Strategieentwicklung beim Einbringen der jugendlichen Interessen und Forderungen
- Hinterfragen Sie Ihre eigene Grundhaltung bezogen auf Transparenz nach dem Motto von Blum/Blum (2006): „Stellen Sie nichts zur Diskussion was Sie für sich selbst bereits entschieden haben und was Sie nach Ihrer Entscheidung gemacht haben wollen.“

5.d *Verständliche Informationen und gleichberechtigte Kommunikation (QS 5)*

Was heißt das für Sie als Pädagogin/Pädagoge?

- leichte Sprache einüben: bei sich selbst darauf achten und alle anderen immer wieder daran erinnern.
- Was müssen die Beteiligten vom Fachwissen und den Hintergründen verstehen, um eine solide Basis für ihre Entscheidungen zu haben?
- Kommunikation auf Augenhöhe, auch wenn Sie über mehr Lebenserfahrung verfügen.
- Kinder und Jugendliche als Expert_innen ihrer Lebenswelt achten.
- übersetzen und Brücken bauen zu den Erwachsenen, die wenig Erfahrung mit Jugendlichen haben

5.e *Es werden ausreichende Personal-, Sach- und Finanzressourcen zur Stärkung der Selbstorganisationsfähigkeit zur Verfügung gestellt (QS 8)*

Was heißt das für Sie als Pädagogin/Pädagoge ?

- Deutlich machen : Partizipation ist nicht umsonst zu haben ! Sie benötigt Personal, Unterstützungsstrukturen, Qualifizierung und einen eigenen Etat.
- Selbstorganisationsfähigkeiten müssen in der Regel erst geweckt und gelernt werden.
- auf den häufigen Generationenwechsel hinweisen – Partizipation ist kein Selbstläufer, weil immer wieder Unerfahrene neu an demokratische Prozesse herangeführt werden müssen.
- Partizipation benötigt zusätzliche Zeitressourcen : die Planungsprozesse sind gründlicher und brauchen entsprechend mehr Zeit.

5.f *Zeitnahe Umsetzung von Ergebnissen (QS 9)*

Was heißt das für Sie als Pädagogin/Pädagoge ?

- Vermitteln Sie zwischen den unterschiedlichen Zeitvorstellungen der jugendlichen und der erwachsenen Protagonisten. Und das kann eine große Herausforderung sein !
- Herausfinden, ob es tatsächlich schneller gehen kann und wie
- zusammen mit der unterstützenden Lobby und den Jugendlichen dranbleiben.
- Bei langen Projekten immer wieder realistische Zwischenziele benennen. Bei Erfolg feiern (!) und analysieren, warum es geklappt hat (wichtig für den nächsten Versuch!). Bei Misserfolg trauern, analysieren und es beim nächsten Mal anders versuchen.
- Die Gruppe pflegen : den Prozess zum Erlebnis machen ! Dann tun Misserfolge zwar weh, werden aber leichter überwunden und führen nicht zum Ausstieg.

5.g *Die Beteiligten werden für Partizipation qualifiziert (QS 11)*

Was heißt das für Sie als Pädagogin/Pädagoge ?

- Dafür setzen Sie sich ein : Alle Beteiligten haben ein Anrecht auf Unterstützung durch Qualifizierung : die Kinder, die Jugendlichen, die pädagogischen Fachkräfte, aber auch die anderen Erwachsenen aus Politik, Verwaltung, Bauplanung etc.
- Sie klären, was das beinhaltet : Qualifikation ist 1. das Verstehen, was qualitativ hochwertige Partizipation bedeutet, 2. die Auseinandersetzung mit der eigenen Rolle und Grundhaltung, 3. das Erlernen von partizipativen Methoden. Sie verdeutlichen : Dafür gibt es Expert_innen.

5.h *Partizipationsprozesse werden so gestaltet, dass sie persönlichen Zugewinn ermöglichen (QS 12) und Das Engagement wird durch Anerkennung gestärkt (QS 13)*

Was heißt das für Sie als Pädagogin/Pädagoge ?

- Sie setzen sich dafür ein, dass die persönliche „Kosten-Nutzen-Rechnung“ der engagierten Jugendlichen (investierte Zeit und Energie versus Nutzen) zumindest ausgeglichen ist oder noch besser ein Zugewinn ermöglicht wird.

1. Dieser Zugewinn ist ein ganz persönlicher, der zu den Bedürfnissen der jeweiligen Lebensphase passt. Die drei Dimensionen des Zugewinns sind:

1. **Kompetenzerweiterung**, die auch in anderen Lebensbereichen sinnvoll ist,
2. Neue **Beziehungen** zu anderen engagierten Peers sowie zu partizipationsfördernden Erwachsenen, die als Entwurf von „Erwachsensein“ hilfreich sind,
3. **Sinnggebung** z.B. durch lebendige Demokratieerfahrung und erfolgreiches Mitgestalten der eigenen Lebenswelten, durch Anerkennung und Stärkung der eigenen Identität.

- Sie gewährleisten, dass das Engagement der jungen Leute (auch öffentlich) wahrgenommen wird.

5.i Partizipation wird evaluiert und dokumentiert (QS 14)

Was heißt das für Sie als Pädagogin/Pädagoge?

- Der Prozess, die einzelnen Schritte, Entscheidungen, wichtige Kontaktpersonen, Methoden, Ziele und Ergebnisse werden festgehalten – gerne auch kreativ: Fotos, Filme, O-Töne etc.
- Die Auswertung ermöglicht Lernen und Verbesserung → Sie nehmen diese Auswertung mit den Beteiligten (Jugendliche wie Erwachsenen) vor.
- Sie sichern die Nachhaltigkeit: Die Dokumentation hilft der nächsten Generation von Jugendlichen und Fachkräften z.B. bei der Weiterentwicklung der Projekte hin zu einer Partizipationskultur

6. Demokratiescouts und Demokratiepeers - eine zukunftsweisende Empfehlung an deutsche Kommunen... die gerne auch in Luxemburg übernommen werden kann

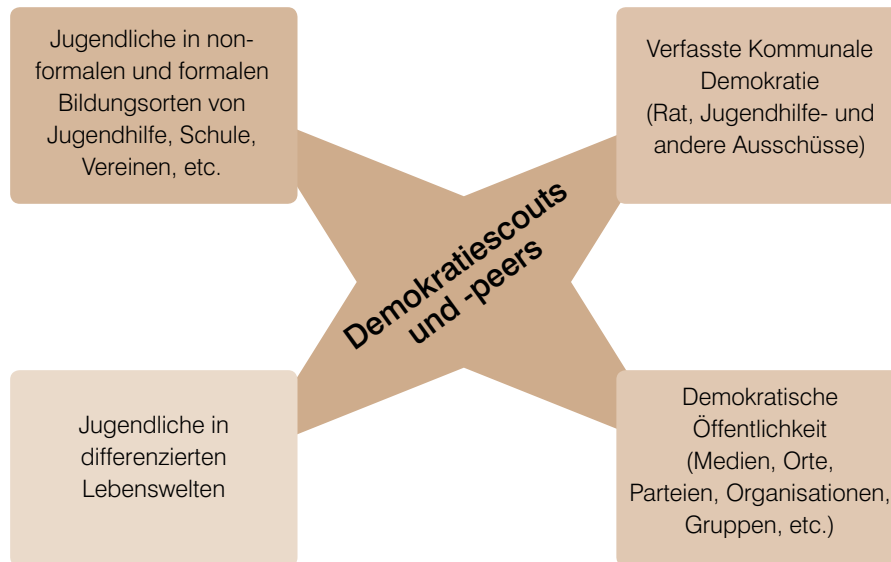
Ergänzend zu den Qualitätsstandards kann es anregend sein, einen Blick auf die Empfehlungen der Expert_innengruppe „Beteiligungschancen und -anlässe im politischen und öffentlichen Raum“ zu werfen. Die Expert_innengruppe tagte im Rahmen der Entwicklung einer Eigenständigen Jugendpolitik in Deutschland und hat im Herbst 2013 eine Publikation „**Zur Förderung demokratischer Partizipation junger Menschen**“ herausgebracht (download s. Literatur). An dieser Stelle sei insbesondere auf das Kapitel zur Förderung demokratischer Partizipation auf kommunaler Ebene hingewiesen, weil sich hier direkte Anknüpfungspunkte für die Offene Jugendarbeit bieten.

Die Expert_innengruppe fordert alle Kommunen auf, erwachsene hauptamtliche **Demokratiescouts** und jugendliche ehrenamtliche **Demokratiepeers** zu installieren und in ihrer Funktion auszuweisen: als Unterstützungs- und Vermittlungsstruktur zwischen Jugendlichen und der kommunalen Öffentlichkeit bzw. Kommunalpolitik. Die Basis dieser Empfehlung bilden die Vorschläge von Dr. Benedikt Sturzenhecker, die in den Sitzungen diskutiert und weiterentwickelt wurden. Er hat aktuell eine ausführliche Beschreibung seines Konzepts in der Fachzeitschrift *deutsche jugend* veröffentlicht (s. Literatur).

Problematisiert wird, dass sich aktuell ein Großteil der Jugendlichen als abgekoppelt aus der kommunalen Öffentlichkeit und Entscheidungsstruktur erlebt, wie auf der anderen Seite politische aktive Erwachsene kaum Kontakte zu den lokalen Jugendmilieus finden. Es gilt deshalb, möglichst allen Jugendlichen Zugang zu diesen lokalen demokratischen Strukturen und Prozessen zu eröffnen und ihnen die Artikulation ihrer Positionen und Interessen, den Diskurs mit anderen Betroffenen und Beteiligten, eine partizipative Entscheidungsfindung sowie die Mitverantwortung für die Umsetzung und Revision von Entscheidungen zu ermöglichen. Demokratiescouts und Demokratiepeers agieren dabei als Befähiger_innen und Vermittler_innen jugendlicher Partizipation an kommunaler Öffentlichkeit und Politik. Hinzu kommen spezifische Ermöglichungsstrukturen von Jugendpartizipation auf allen vier Ebenen (jugendliche Lebenswelten, institutionelle Orte, verfasste Kommunaldemokratie und Öffentlichkeit).

Jugenden

Kommunale Politik



Quelle : Sturzenhecker, B. in : deutsche jugend, 12/2013

Die vordringliche Aufgabe der als „Demokratiescouts“ bezeichneten erwachsenen hauptamtlichen Fachkräfte richtet sich darauf,

- alle *unterschiedlichen*, aber auch *marginalisierte* Jugendgruppen aufzusuchen und
- zu bemächtigen, ihre Stimme in die lokalpolitische Öffentlichkeit einzubringen und im Weiteren
- ihre Partizipation in kommunalpolitischen Diskurs, Entscheidungsfindung und Umsetzung zu gewährleisten sowie
- für die Entwicklung jugendgerechter und subkulturspezifischer - also auch mediengestützter - Artikulations- bzw. Kommunikations-weisen zu sorgen. Dazu kommt die
- Unterstützung und Befähigung der Akteure in anderen kommunalen Demokratiefeldern.

Der Fokus auf die jugendlichen Lebenswelten und unterschiedlichste Zielgruppen hat als logische Konsequenz die enge Einbeziehung von Jugendlichen in diese Prozesse der Kontaktaufnahme und Befähigung. Diese jugendlichen Unterstützer_innen des erwachsenen „**Demokratiescouts**“ werden als „Demokratiepeers“ bezeichnet. Sie

- arbeiten eng mit dem/der Scout zusammen,
- nehmen Kontakt mit unterschiedlichen Jugendszenen und -cliquen auf,
- unterstützen gelingende Kommunikation untereinander und mit den Zuständigen in Politik und Verwaltung und
- sorgen für jugend- und szenegerechte Artikulation der Anliegen und Ideen.

Gemeinsam unterstützen die Demokratiescouts und die Demokratiepeers die Jugendlichen dabei,

- sich überhaupt als Akteure kommunaler Demokratie und
- ihre Anliegen und Ideen als relevant für die gemeinschaftlichen Diskurse zu erkennen.

Es geht nicht darum, vorab konstruktive Lösungen zu entwickeln, sondern mit Hilfe geeigneter Medien in den ausgangsoffenen demokratischen Aushandlungsprozess einzusteigen.

7. Ausblick

Die Entwicklung von Qualitätsstandards führt nicht automatisch zu besserer Beteiligung, aber die Standards können als persönliche Leitlinie ebenso wie als politischer Forderungskatalog benutzt werden. Lebendig werden Qualitätsstandards nur durch qualitativ hochwertige Mitbestimmungsmöglichkeiten, durch Partizipation, die mit Leben gefüllt ist und die von einer respektvollen und zugleich neugierigen Haltung gegenüber Kindern und Jugendlichen getragen wird.

Beteiligung ist die Planung des Unplanbaren. Diese Offenheit zu gewährleisten, flexibel umsteuern zu können und dabei das Ziel im Blick zu behalten, das ist die große Herausforderung des Abenteuers Partizipation. Ich lade Sie ein, sich zusammen mit „ihren“ Kindern und Jugendlichen, auf dieses Abenteuer einzulassen.

Sollten Sie dazu Fragen haben oder Prozessbegleitung bei der Einführung von Partizipation benötigen, schreiben Sie mir an: info@claudia-zinser.de.

Verwendete Literatur

Bendig, Rebekka : Partizipation beginnt in den Köpfen der Erwachsenen. In: „Forum GanzGut“ der Serviceagentur Ganztag Brandenburg, 09/2008, S. 16

Blum, Eva / Blum, Hans-Joachim : Der Klassenrat. Ziele, Vorteile, Organisation. Mülheim an der Ruhr 2006, 61-66

Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend (Hrsg.) : Qualitätsstandards für Beteiligung von Kindern und Jugendlichen. Allgemeine Qualitätsstandards und Empfehlungen für die Praxisfelder Kindertageseinrichtungen, Schule, Kommune, Kinder- und Jugendarbeit und Erzieherische Hilfen. Berlin 2010. Die Qualitätsstandards für Beteiligung stehen als download bereit unter : www.kindergerechtes-deutschland.de (weiter zu : Publikationen)

Verwaltungshandbuch Kinder- und Jugendbeteiligung Flensburg, Ergebnis des Qualitätszirkels 47f GO, Flensburg 2008, S. 6

Sturzenhecker, Benedikt : Demokratiescouts – ein Vorschlag zur Stärkung jugendlicher Partizipation an demokratischen Öffentlichkeiten und Entscheidungen in der Kommune. In: deutsche jugend, Heft 12/2013, 513-522

Zentrum eigenständige Jugendpolitik (Hrsg.) : Zur Förderung demokratischer Partizipation junger Menschen. Empfehlungen der Expertinnen- und Expertengruppe. Berlin 2013.

Die Empfehlungen „Zur Förderung demokratischer Partizipation junger Menschen“ der Expert_innen-Gruppe im Rahmen der Eigenständigen Jugendpolitik (Berlin 2013) stehen als download bereit unter : http://www.allianz-fuer-jugend.de/downloads/Beteiligung_EiJP1.pdf

Interessante Links

Die Seite des Deutschen Kinderhilfswerks (toller Methodenkoffer) : www.kinderpolitik.de

Gute Methodenbeschreibungen und viele Infos zu Bürgerengagement und Partizipation von der Stiftung Mitarbeit : www.wegweiser-buergergesellschaft.de

Servicestelle Jugendbeteiligung mit vielen Praxistipps, Links und Datenpools von Jugendlichen für Jugendliche : www.jugendbeteiligung.info

Die Bertelsmannstiftung hat in den letzten Jahren das größte Partizipationsforschungsprojekt der Bundesrepublik namens „mitWirkung!“ durchgeführt . Die Forschungsergebnisse, Praxishandbücher und Instrumente für die Selbstevaluation von Partizipationsprojekten sind zu finden unter : www.mitwirkung.net

Praxisorientierte Online-Arbeitshilfe für gelingende Beteiligung (auch mit guten Argumenten für Partizipation) der Akademie für Jugendarbeit in Baden-Württemberg : www.gelingende-beteiligung.de

Die „Bundesarbeitsgemeinschaft Politische Bildung Online“ betreibt dieses Portal, um Web-Angebote der Bundeszentrale und der Landeszentralen für politische Bildung zusammen zu fassen : www.politische-bildung.net

II Protokolle der Diskussionsgruppen „Partizipation von Kindern und Jugendlichen“

Protokolle der Diskussionsgruppen „Partizipation von Kindern und Ju

Nach den Expertenvorträgen und der Vorstellung exemplarischer Projekte wurde am Nachmittag den Teilnehmern die Möglichkeit gegeben sich in kleineren Gruppen auszutauschen.

Folgenden Fragestellungen standen u.a. im Mittelpunkt der Diskussionen :

- Was ist unser Erfahrung mit Partizipation von Kindern und Jugendlichen?
- Wie kann Partizipation gefördert werden. Welche Voraussetzungen sind notwendig?
- Was verhindert Partizipation? (Stolpersteine)
- Was ist die Rolle des Erziehers?
- Zusätzlich für den Bereich „Jugend“ : Wie stehen wir zu den Qualitätsstandards von Beteiligung in der Jugendarbeit (Vortrag Claudia Zinser) ?

Die Mitglieder der Weiterbildungsplattform **www.enfancejeunesse.lu** übernahmen die Moderation der Diskussionsgruppen :

- *Petite Enfance*

Caroline Ruppert & Claudine Buck (Agence Dageselteren)

- *Petite enfance et enfance*

Nicole Faber & Carole Hoffmann (Entente des Foyers de Jour a.s.b.l.)

- *Enfance 1*

Simone Dietz & Danielle Philippi (Unité de Formation et d'Education Permanente - A.P.E.M.H. a.s.b.l.). .

- *Enfance 2*

Hélène Weber & Thomas Köhl (Agence Dageselteren, Arcus a.s.b.l.)

- *Jugend 1*

Simone Grün (Entente des gestionnaires des maisons de jeunes a.s.b.l.)

- *Jugend 2*

Jerry Fellens (Croix-Rouge luxembourgeoise)

II.1. Petite enfance

Moderation: Caroline Ruppert & Claudine Buck

1. Partizipation als pädagogischer Ansatz ist in einigen Häusern schon vorhanden, in den meisten ist es jedoch noch nicht zum Thema geworden. Dies bedeutet nicht, dass Partizipation nicht gelebt wird, es wird jedoch nicht diskutiert oder bewusst zur Sprache gebracht.
2. Partizipation beginnt meistens in wenigen Bereichen und kleinen Schritten, entwickelt sich erst mit der Zeit zu einer Haltung.
3. Das Thema Sicherheit wird im Zusammenhang mit Partizipation gesehen. Kinder die alles alleine machen dürfen, sind einem höheren Risiko ausgesetzt? Kinder autonom handeln lassen, heißt als Erziehender abwesend sein? Welches ist die Rolle der Erzieher? Diese Fragen müssen reflektiert werden. Personalmangel und schlechte räumliche Bedingungen, sowie wenig finanzielle Ressourcen werden als Probleme auf dem Weg zu Partizipation genannt.
4. Prinzipiell muss jeder Erzieher an sich selbst arbeiten. „Wir übergeben dem Kind ein Zacken aus unserer Krone“, geben ein Stück Kontrolle ab und dem Kind somit die Möglichkeit zu Partizipation. Die Haltung des Erziehers ist ausschlaggebend, seine Rolle ändert sich fundamental. Die Erwachsenen müssen die Kinder als kompetent wahrnehmen, ihnen Raum geben Entscheidungen zu treffen und diese dann auch respektieren.
5. Was ist förderlich für den Partizipationsansatz:
 - Wenn das Kind selbst aktiv mithilft beim Anziehen, braucht es länger Zeit, die häufig nicht vorhanden ist oder durch eine Umorganisation des Tagesablaufs geschaffen werden müsste. Zuviel geplante Aktivitäten beschränken das Team in seinen Möglichkeiten, z.B. kann eine gut vorbereitete Umgebung ein freies Spiel ermöglichen und Freiraum schaffen für eine intensive Pflegesituation. Die Frage stellt sich wann findet bei Kleinkindern Bildung statt. Der Bildungsbegriff muss überdacht werden. In welchen Situationen lassen wir das Kind partizipieren? Stehen besonders bei Kleinkindern geplante Aktivitäten im Widerspruch zur Partizipation?
 - Das ganze Team, Leiter und Träger sollten dahinter stehen und das Konzept mittragen.
 - Kinder müssen Gelegenheit bekommen zu lernen dass sie für sich selbst Entscheidungen treffen können, die bisher vielleicht immer Erwachsene genommen haben. Dies ist ein Prozess und braucht Zeit.
6. Wichtig ist dass das ganze Team partizipativ arbeitet und darin unterstützt wird, daher sind Weiterbildung (inhouse) und Hospitationen notwendig. Hospitationen geben dem Erzieher Gelegenheit die eigene Skepsis in Frage zu stellen.
7. Partizipation wird „verpflichtend“ durch das neue Gesetz „enfance-jeunesse“, indem der nationale Bildungsrahmenplan Partizipation als Merkmal festhält.
8. Es wurde über Literatur zu Partizipation der unter 2-jährigen gesprochen. Bisher gibt es nicht viel, so Raingard Knauer, die einzig vorhandene Literatur findet man bei Emmi Pikler, deren Ansatz sehr partizipativ ist.

Partizipation bei Kleinkindern erfordert sehr viel Kompetenz vom Erwachsenen. Bei Jugendlichen wird dieser Ansatz nicht in Frage gestellt, bei Kleinkindern herrscht jedoch noch sehr häufig das Bild vom hilfsbedürftigen Kind, das geführt werden muss.

II.2. Petite enfance et enfance

Moderation & Protokoll: Nicole Faber & Carole Hoffmann

Eindrücke der Vorträge

Es wurde einheitlich festgestellt, dass wenn man von Partizipation spricht, es sich um einen sehr komplexen und langen Prozess handelt. Die Teilnehmer sehen es als große Herausforderung an, Partizipation von Kindern in der Einrichtung umzusetzen. Diese Umsetzung verlangt nämlich:

- dass Partizipation im Alltag mit den Kindern impliziert wird und nicht als einmaliges Projekt stattfinden kann
- dass das Team und jeder einzelne offen für etwas neues ist
- dass sich das ganze Team beteiligt und ein einheitliches Bild vom Kind hat, Kindern etwas zutrauen
- die Haltung des Einzelnen eine zentrale Rolle spielt, was eine Reflexion des Verhaltens jeden einzelnen bedeutet
- demzufolge muss es sich immer um einen Prozess handeln. Eine rasche Umsetzung ist unmöglich, da alte Verhaltensweisen aufgebrochen werden müssen
- die Dauer dieses Prozesses ist individuell unterschiedlich, da Menschen welche bereits selbst Partizipation erlebt haben es einfacher umsetzen können
- bei zunehmendem Wechsel im Team wird es zunehmend schwieriger Partizipation umzusetzen oder aufrechtzuerhalten.

Erfahrungen mit Partizipation

Die meisten Teilnehmer konnten von Erfahrungen mit Partizipation berichten oder konnten von gedanklicher Auseinandersetzung berichten um diese in der Einrichtung/en in welcher sie tätig sind umzusetzen.

Gelingen /Verhindern von Partizipation: Das ganze Team und jeder Einzelne muss offen sein für Partizipation. Nicht jeder hat bereits Partizipation selbst erlebt und kann auf unterschiedliche Erfahrungen zurückgreifen; da es sich um einen Prozess handelt muss ein Ausprobieren stattfinden und das Getane immer wieder hinterfragt und überarbeitet werden; die Eltern mit auf den Weg nehmen in Form von Gesprächen und Möglichkeiten zur Besichtigung der Einrichtung.

Angst: Die Kontrolle nicht mehr zu haben; vor Eltern, welche Partizipation nicht befürworten.

Grenzen: Kein Verständnis von Eltern; keine Zusammenarbeit mit Schule; das Alter der Kinder hat einen Einfluss auf den Umfang und die Möglichkeiten von Partizipation.

Kinder kontrollieren sich selbst und benötigen weniger die Erwachsenen.

Unterstützung

Um zu den nötigen Kompetenzen zu gelangen stellen sich die Teilnehmer folgende Möglichkeiten vor:

- Weiterbildung.
- Arbeitsgruppe wo Erzieher, welche Erfahrungen mit Partizipation gemacht haben, ihre Ideen vorstellen.
- Hospitation in Einrichtungen, welche Partizipation praktizieren. Von der Erfahrung anderer profitieren.
- Austausch zwischen einzelnen Einrichtungen oder Träger.

II.3. Enfance 1

Modérateurs et rapport : Simone Dietz & Danielle Philippi

Afin d'entrer dans le vif du sujet, l'échelle de participation de Hart fut distribué aux participants du groupe dont la majorité travaille en maisons relais.

Assez vite, le thème principal se construisait autour de l'organisation des repas et plus particulièrement autour du buffet. Il en ressort que souvent l'institution essaie de faire au mieux avec les moyens architecturaux dont elle dispose mais sans réellement avoir un concept qui soutient cette organisation des repas. Les arguments tournaient aussi autour du thème de la place/participation de l'enfant. Combien l'enfant peut-il décider, quelle «liberté» donner à l'enfant et combien l'éducateur doit décider et organiser pour l'enfant avec les moyens de bord, qui souvent sont loin d'être optimaux ? Or, pour garantir son déroulement optimal, il faut que son organisation soit bien structurée, que la communication soit efficace et que l'ensemble du personnel y soit associé. Même les angoisses prononcées de la part des membres du personnel ne doivent pas être ignorées mais prises au sérieux. Tout changement ne se fait pas du jour au lendemain et l'ouverture à l'échange entre approches pédagogiques parfois très différentes a été présente.

Dans le cadre des ateliers, nous avons débattu sur la liberté du choix des enfants afin de laisser se développer leurs propres idées et créativité. Quelques participants ont exprimé leurs craintes à ce sujet en lien avec la notion de contrôle de l'encadrant. Qu'en est-il de la notion de plaisir ? Est-elle contradictoire à la notion de responsabilité et équivaut-elle à un laisser-aller absolu ? Unanimement, les participants ont souligné que la participation des enfants et des jeunes promeut la conscience de responsabilité et favorise ainsi un climat de respect des valeurs. Promouvoir la participation n'est pas à confondre avec une attitude d'un simple laisser faire. Bien au contraire, les enfants doivent apprendre la notion de responsabilité et que les droits sont intimement liés aux devoirs/obligations. La participation doit être considérée comme un processus où l'échange entre partenaires tient un rôle prépondérant.

Etant donné qu'une multitude d'exemples de bonnes pratiques existent déjà dans le cadre des buffets au niveau national, il a été souligné que l'échange entre professionnels devrait être promu davantage tout en allant visiter leurs mises en pratique sur place.

En guise de conclusion, l'implémentation d'un buffet a un effet régulateur en ce qui concerne les agressions car elle donne aux enfants la possibilité de choisir leur place pour manger tout en favorisant une certaine liberté d'action dans un cadre sécurisant.

II.4. Enfance 2

Moderation & Protokoll: H el ene Weber & Thomas K ohl

Methodik

In der Arbeitsgruppe *Enfance 2* waren 35 Teilnehmer eingeschrieben; zu viele, um im großen Kreis zu diskutieren und dabei jeden umfassend zu Wort kommen zu lassen. Aus diesem Grund haben wir die Gruppe in vier Kleingruppen unterteilt.

Neben der Möglichkeit, sich an der Diskussion besser beteiligen zu können, hatte diese Vorgehensweise einen weiteren Vorteil: jede Arbeitsgruppe konnte eine andere Frage bearbeiten. Die folgenden Fragestellungen haben wir den Gruppen mit auf den Weg gegeben:

AG 1) Wou a w i ka Partizipatioun gutt fonktionn ieren?

AG 2) A w ienge Ber icher klappt Partizipatioun guer net gutt?

AG 3) W ienng Roll hunn d'Erz ierer bei der Partizipatioun?

AG 4) W i eng Methoden, Strukturen an Instrumenter braucht een, fir Partizipatioun ze erm iglechen?

Im Anschluss wurden die Ergebnisse der Arbeitsgruppen miteinander geteilt. Um diesem Austausch eine Form zu geben, haben die Arbeitsgruppen ihre Ergebnisse während der Diskussion auf Karteikarten festgehalten und strukturiert. Während der Präsentation wurden diese Ergebnisse dann als Wandbild aufgehängt.

Ergebnisse aus der AG 1 / Wie kann Partizipation gelingen?

- *Partizipation muss im Alltag verankert sein.* Es reicht nicht aus, einmal im Jahr eine Kinderkonferenz zu organisieren, sich zu wundern warum die Kinder nicht damit zurechtkommen, um das Instrument anschließend in die Methoden-Mottenkiste zurückzulegen, wo es weiter verstauben kann;
- *Partizipation ist ein Lernprozess.* Damit Kinder lernen, sich einzubringen und zu beteiligen, müssen sie immer wieder Gelegenheit dazu haben. Erst mit Vorerfahrungen im Kleinen, daran dann anknüpfend im Großen. Partizipation soll ein Strukturmerkmal des Alltags sein, das gleichsam 24h/24h gültig ist;
- *Partizipation braucht Prinzipien.* Wesentlich für gelungene Beteiligungsprozesse sind gegenseitiges Vertrauen, Transparenz und Offenheit aller Akteure. Dazu gehört auch ein umfassendes Beteiligungsverst ndnis, das Mitsprache bei Rechten und Pflichten ermöglicht;
- *Partizipation ist keine Insellösung.* Wer Kinder beteiligt, muss beispielsweise auch an die Eltern denken. Konsequenterweise müssen wir Beteiligungsstrukturen die das eigene Personal, Lehrer, Vereinsvertreter und Gremien der Gemeinde mit einbindet.
- *Partizipation ist ein Politikum.* Wenn konsequente Beteiligung über die Grenzen der Einrichtung hinaus geht und in die Gesellschaft hinein wirkt (s. vorigen Punkt), sind wir Motor für Veränderung über unsere Einrichtung hinaus. Hierfür ein Bewusstsein zu entwickeln ist notwendig, weil Veränderungsdruck auch Gegendruck erzeugen kann.

Ergebnisse aus der AG 2 / Grenzen der Partizipation

- *Grenzen der Partizipation in Bezug auf die Qualifikation des Personals.* Kinder zu beteiligen und Beteiligungsstrukturen zu entwickeln ist eine echte Herausforderung. Damit Partizipation im Alltag klappt, benötigen die Mitarbeiter unserer Einrichtungen nicht nur eine gute fachliche Anleitung, sondern auch eine gute fachliche Basisausbildung. Des Weiteren ist Beteiligung nicht nur ein Lernprozess für die Kinder, sondern auch für unsere Mitarbeiter, die sich genauso offen und bereitwillig darauf einlassen müssen;
- *Grenzen der Partizipation in Bezug auf die Grundhaltungen.* Grundhaltungen zu ändern braucht Zeit. Wer jahrelange Praxis erlebt hat, die nicht partizipativ angelegt war, kann nicht von heute auf morgen umschalten und alles anders machen. Sowohl auf der Seite des Personals, wie auch auf der Seite der Kinder. Aber wir sollten schon heute damit beginnen, diesen Veränderungsprozess anzustoßen;

- *Grenzen der Partizipation in Bezug auf die Schule.* Unsere eigenen Möglichkeiten zur Beteiligung enden zum Beispiel da, wo unser institutioneller Einflussbereich endet und Aufgaben von außen an uns herangetragen werden. Diesen Teil unserer Arbeit können wir dann auch in Bezug auf die Kinder nicht grundsätzlich partizipativ anlegen. Beispiel: egal ob wir Hausaufgaben für sinnvoll halten oder nicht – wir haben den gesetzlichen Auftrag, den Kindern einen Raum zur Erledigung der Hausaufgaben in ruhiger Atmosphäre zur Verfügung zu stellen. Auch für uns ist es also frustrierend, wenn wir im Alltag mit Strukturen konfrontiert werden, in denen wir nicht mitreden beziehungsweise mitentscheiden dürfen. Jenseits des konkreten Alltags haben wir allerdings die Möglichkeit, in den von uns begleiteten Gremien (von Cycle-Versammlungen bis hin zur Schulkommission und der Ausarbeitung des PEP) Stück für Stück auf andere Lösungen hinzuarbeiten;
- *Grenzen der Partizipation in Bezug auf die Infrastruktur.* Auch die baulichen Rahmenbedingungen setzen uns Grenzen. Bis zu einem gewissen Punkt ist es durch geschickte Raumaufteilung und –gestaltung möglich, Räume zu verbessern und Kinder an diesem Prozess zu beteiligen. Ab der Notwendigkeit größerer baulicher Maßnahmen müssen Gremien eingebunden werden, benötigt man mitunter einen langen Atem. Für Kinder ist es schwer, einen so langen Zeitraum zwischen Wunsch („wir hätten gerne einen Verbindungstunnel zwischen den Räumen, der durch die Mauern durchgebaut wird) und Realisierung zu überbrücken;
- *Grenzen der Partizipation in Bezug auf den Personalschlüssel.* Der Personalschlüssel gehört zu den festgelegten gesetzlichen Rahmenbedingungen. Allerdings ist es nicht verboten, durch Kooperationen mit Vereinen (Trainern), Eltern oder engagierten Bürgern als Freiwilligen die Zahl von verfügbaren Erwachsenen punktuell zu erhöhen;
- *Grenzen der Partizipation in Bezug auf politischen Druck.* Kinder zu beteiligen ist oft ein ungewohnter Gedanke für die Akteure, neben den Erziehern natürlich auch für Eltern, Gemeindeverantwortliche oder Lehrer. Natürlich besteht die Gefahr, dass Polemiken entstehen, die in politischem Druck resultieren („wie könnt Ihr denn sowas machen, die Kinder sind doch gar nicht in der Lage, da mitzureden...“).

Ergebnisse aus der AG 3 / Die Rolle der Erzieher und gelingende Partizipation

- *Partizipation braucht eine eigene Kultur und professionelle Grundhaltungen.* In der Einrichtung muss sich eine Beteiligungskultur entwickeln, die aus sich selbst heraus persönliche Grundhaltungen verändert. Partizipation ist nicht etwas, das wie ein Sahnehäubchen oben auf ein Programm draufgesetzt wird, sondern soll sich in allen Ebenen durch den Alltag der Einrichtung und die Persönlichkeit der Erzieher ziehen;
- *Partizipation braucht eine neue Rolle des Erziehers.* Ausgangspunkt für die Beteiligung von Kindern ist ein Denken aus der Sicht des Kindes. Das Recht des Kindes, dass seine Meinung Gehör findet. Eine Überlegung, in der die Programmatik des Hauses nicht Top-down sondern Bottom-up definiert wird, als dynamischer Aushandlungsprozess, als Werkstatt, mit dem Vertrauen von Träger und Einrichtungsleitung in die Kompetenz von Kindern und Erziehern, mit einem solchen Prozess umgehen zu können;
- *Partizipation ist eine Grundhaltung.* Dazu gehört es, die eigenen Positionen zu hinterfragen, sich mit der eigenen Biographie auseinanderzusetzen, an Weiterbildungen teilzunehmen. Die Veränderung von Grundhaltungen ist allerdings schwierig und wird nicht durch die eine Weiterbildung ausgelöst. Ein begleitendes Coaching auf dem Weg der Einrichtung bzw. des Teams zu mehr Beteiligung wäre eine wichtige Unterstützung.
- *Partizipation benötigt ein anderes Bild vom Kind.* Stichworte hierzu sind: Wertschätzung, Toleranz, Authentizität, Beziehungen aufbauen, eigene Interessen zurückhalten, Respekt, Selbstbestimmung zulassen, sich an den Interessen und Bedürfnissen der Zielgruppe orientieren.
- *Partizipation ist ein Weg, ein Prozess.* Es geht darum im Alltag Methoden zu testen, zu evaluieren, erfolgreiche Strategien zu verankern, erfolglose Wege zu eliminieren. Auch die Haltung gegenüber den Eltern steht dabei auf dem Prüfstand, wenn diese als Partner in den Erziehungsprozess mit eingebunden sein sollen.
- *Gelungene Partizipation verändert nicht nur die Rolle der Erzieher, sondern auch die Kinder,* ganz besonders in Bezug auf die Selbstwirksamkeitserwartung des Kindes.

Ergebnisse aus der AG 4 / Methoden, Strukturen und Instrumente

- *Partizipation braucht Voraussetzungen:* Qualifikation der Mitarbeiter, die nötige Grundhaltung im Team, den politischen Willen und das Vertrauen, Kinder einfach mal (mit)machen zu lassen.
- *Partizipation braucht Struktur:* sie muss gründlich vorbereitet sein, Ergebnisse und Prozesse müssen schriftlich dokumentiert werden, Eltern sollen informiert sein (Stichwort „sprechende Wände“). Also: Zeit einplanen!

- *Partizipation muss je nach Alter und Erfahrung der Kinder unterschiedlich geplant und umgesetzt werden.* Sie braucht Empathie, um an die Gefühlslage der Gruppe anzuknüpfen und die Kinder nicht zu über- oder unterfordern.
- *Partizipation ermöglichen durch Gruppenarbeit (Kindervertreter, Gruppenkonferenzen, Kinderversammlungen, etc...).* In Gruppen zu arbeiten muss auch gelernt werden. Dazu gehört: dem Anderen zuhören, Verantwortung übernehmen, Kompromisse finden und akzeptieren, sich in Versammlungen Gehör zu verschaffen aber auch dem Anderen Raum lassen. Der Erzieher kann solche Gruppenprozesse gestalten, oder sich einfach nur in der Rolle des Beobachters und Begleiters wiederfinden.
- *Partizipation benötigt Reflexion.* Dazu gehört die Bereitschaft zur Veränderung (zum Beispiel von Tagesabläufen oder institutionellen Prozeduren) und die Bereitschaft sich selbst zu hinterfragen bzw. sich hinterfragen zu lassen. Kritik zu akzeptieren und zuzulassen.
- *Partizipation kann begleitet werden.* Auf dem Weg zu einer größeren Beteiligung der Kinder, der schwierig und komplex sein kann, ist es möglicherweise erforderlich, Unterstützung von außen zu erfragen. Die typischen Instrumente hierzu wären Fachberatung oder Supervision.

II.5. Diskussionsgruppe : Jugend 1

Moderation : Simone Grün ; Protokoll : Anouk Kopriwa

1. Vorstellungsrunde

Die Teilnehmerinnen und Teilnehmer stellten sich im Rahmen eines Stellspiels anhand folgender Punkte vor :
Name, Einrichtung, seit wann, Eindruck/Fragen/Bemerkungen zu den Vorträgen des Vormittags.

2. Eigenes, konkretes Partizipationsprojekt vorstellen und beschreiben, worin der spezifische Schwerpunkt „Partizipation“ lag

Anhand folgender Stichpunkte stellten Teilnehmerinnen und Teilnehmer ihre Partizipationsprojekte vor :

- Wie ist das Projekt entstanden ?
- Wann wurde das Projekt umgesetzt ?
- Inhalt des Projektes
- Projektetappen, -phasen
- Wie waren die Jugendlichen eingebunden ?
- War dieses Partizipationsprojekt nachhaltig ?
- Bewertung des Projektes

Im Folgenden stichwortartig die Darstellung der vorgestellten Projekte :

► Wohnprojekt für Jugendliche MIFA (Raphaël Kneip)

- für 20 Jugendliche
- Interviews, Plakate zum Thema Wohnen und Arbeitslosigkeit
- Ausstellung
- Broschüre mit Planungsbüro
- Motivation, Information
- das Projekt richtet sich an Jugendliche aus allen Schichten
- es wird am 12.12.2103 im Jugendhaus Kayl vorgestellt

► Calisthenics Jugendhaus Mondorf (Eric Wadlé)

- Fitnessprojekt (Alternative zu teuren Fitnessstudios)
- Installation von Fitnessstangen draußen, es wird mit dem eigenen Körpergewicht gearbeitet
- für Jugendliche zwischen 12 und 18 Jahren
- Projektbeschreibung wurde Verantwortlichen in der Gemeinde vorgestellt
- die Gemeinde hat das Projekt finanziert
- befindet sich hinter dem Jugendhaus und ist für alle zugänglich
- das Projekt war ein großer Erfolg in Sachen Partizipation der Jugendlichen

► Leaderprojekt Elisabeth (Harpa Tordardottir)

- Medienkompetenzen
- Austausch mit Finnland : 2 mal 1 Woche Finnland, 2 mal 1 Woche Luxemburg
- Casting im Januar 2014 im Jugendhaus Troisvierges
- Für Jugendliche im Alter von 15-19 Jahre aus dem Norden
- ein Erzieher (20 St.) arbeitet während 1 Jahr an dem Projekt

► Dialogue structuré MIFA (Nathalie Keipes)

- Ausgangspunkt war eine Demonstration von Schülern
- die Jugendlichen haben in einem Brief den Dialog mit der Regierung gefordert
- auf nationaler Ebene wird einmal pro Jahr ein Dialog (dialogue structuré) stattfinden
- 1 Thema pro Schuljahr: dieses Jahr „Garantie pour la Jeunesse“
- Ziel: Jedem Jugendlichen soll innerhalb von 4 Monaten eine Ausbildung oder Arbeit angeboten werden
- die Jugendlichen werden vom CIJ informiert
- 4 Jugendorganisationen (CNEL, CGJL, Conseil supérieur de la jeunesse, Jugendparlament) werden nach ihrer Meinung befragt
- Gesprächsrunden von Jugendlichen und Regierung werden initiiert

► Fort-/Ausbildung für Jugendliche (Animateurs) / PIJ Esch (Charles Gasperi)

- 1 Posten für Jugendinformation wurde in Esch geschaffen
- die Jugendlichen (hauptsächlich zwischen 14 und 18 Jahren) werden mit eingebunden, um den Hauptamtlichen zu unterstützen
- Ausbildung mit Medienpartnern wie Graffiti, SNJ, Uelzechtkanal und Tageblatt: die Jugendlichen lernen Techniken und können selbst andere Jugendliche informieren (Peer to peer), Projekte filmen, Artikel schreiben, Radiosendungen gestalten, etc.
- Jede Woche findet eine Versammlung mit den Jugendlichen statt (80 Jugendliche wurden bisher ausgebildet)
- Jugendliche können 3-4 € pro Stunde verdienen
- Organisation der „Foire Jobs Vacances“
- die Jugendlichen aus Esch sind eine dankbare Zielgruppe
- die ausgebildeten Jugendlichen erhalten Wertschätzung
- es wurde eine Feier in der Kulturfabrik organisiert mit Verantwortlichen aus der Gemeinde
- Netzwerkarbeit ist sehr wichtig

3. Bewertung der 14 Qualitätsstandards der Partizipation in der Jugendarbeit

Abschließend bewerteten die Teilnehmerinnen und Teilnehmer die 14 Qualitätsstandards, welche am Vormittag von Frau Claudia Zinser erläutert wurden (Vortrag: Wo Beteiligung drauf steht muss sie auch drin sein!).

II.6. Diskussionsgruppe Jugend 2

Moderation: Jerry Fellens ; Protokoll: Raymonde Bauer

Unter den Teilnehmern dieser Arbeitsgruppe waren einige junge Erzieher und Sozialpädagogen, die noch nicht sehr lange im Beruf arbeiteten oder erst kurz in ihrer momentanen Tätigkeit im Jugendbereich beschäftigt waren, andere die bereits mehrere Jahre in der Jugendarbeit tätig sind.

Austausch über Partizipationsprojekte :

- In verschiedenen Jugendhäusern bestehen Partizipationsprojekte die aus dem Wunsch der Jugendlichen sich das Haus neu zu gestalten oder übers Kochen andere Kulturen kennen zu lernen, entstanden sind. Diese Projekte dauern jeweils über einige Monate an und die Jugendlichen sind von der Idee hin über die Vorbereitung bis zur Realisation der Projekte mit einbezogen.
- Das Familienministerium arbeitet gerade an den „dialogues structurés“. Dieses Partizipationsprojekt gründet auf einer Anfrage von Jugendlichen, die einen Dialog mit der Regierung forderten.

Die Jugendlichen die an diesen Gesprächen teilnehmen sind Vertreter aus Jugendorganisationen und aus Schülercomités. Jedes Jahr steht unter einem Thema und das wird dieses Jahr die sogenannte „Jugendgarantie“ sein. In dieser Jugendgarantie zielt die Regierung darauf hinaus, dass jeder Jugendliche der Arbeit sucht auch nach spätestens 4 Monaten in einer geregelten Beschäftigung tätig sein wird.

In den „dialogues structurés“ diskutieren die Jugendlichen mit den Vertretern aus Gewerkschaften und Vertretern der Regierung, wie diese Garantie Jeunes umgesetzt werden sollte. Sinn ist die Jugendlichen in die Arbeit der Ministerien mit einzubinden.

- Der Service Jeunesse der Stadt Luxemburg hat vor mehreren Jahren bereits Jugendforen in den verschiedenen Vierteln der Stadt organisiert. Aus diesen Foren sind Arbeitsgruppen entstanden und verschiedene Projekte wurden realisiert (ministade multisports, skaterpiste, usw). Allerdings ist den Verantwortlichen aufgefallen, dass das weitere Ziel, nämlich die Jugendlichen aus diesen Arbeitsgruppen in einen Jugendgemeinderat zu integrieren, nicht dem Wunsch dieser Jugendlichen entsprach und sie sich eher zurückzogen.

Ein neues Projekt der Stadt Luxemburg knüpft hier an. Der Service Jeunesse wird wieder Jugendforen organisieren, diesmal in kleinerem Maßstab und in Zusammenarbeit mit den lokalen Pfadfindern, Jugendhäusern und Jugendsportorganisationen. Aus diesen Foren werden dann später Arbeitsgruppen entstehen, die die Ausarbeitung der Ideen für dieses ganz spezifische lokale Projekt in ihrer Wohngegend, durchziehen und sich nicht in größeren Gruppen mit Jugendlichen aus andern Vierteln zusammen tun müssen.

- In der Gemeinde Straßen findet ein Partizipationsprojekt rund um die Bibliothek statt. Der Angestellte der Gemeinde unter dessen Befugnisse die Jugendarbeit innerhalb der Gemeinde Straßen fällt, arbeitet mit einer Gruppe Schüler aus der Grundschule an einer Schülerzeitung. Wichtig ist in diesem Projekt, dass die Jungen und Mädchen autonom arbeiten lernen, sich eine gewisse Regelmäßigkeit auferlegen und selbst die Verantwortung für den Inhalt der Zeitung sowie das Layout und auch das regelmäßige Erscheinen der Zeitung, übernehmen.

Nach der Präsentation und Fragenstellung zu den einzelnen Projekten, gingen wir über zu den Qualitätsstandards von Beteiligung in der Jugendarbeit nach Claudia Zinser.

Als wichtigste Qualitätsstandards die bei Partizipationsprojekten in der Jugendarbeit zu berücksichtigen sind, schälten sich in unserer Arbeitsgruppe folgende heraus :

- Beteiligung ist für alle Kinder und Jugendlichen möglich - Zugangsgerechtigkeit und Zugänglichkeit als Ziel.
- Transparente Ziele schon in der Planungsphase
- Kinder und Jugendliche wählen für sie relevante Themen aus

Als schwierigste oder gar noch nicht einhaltbare Qualitätsstandards schälten sich folgende heraus :

- Die Beteiligten werden für Partizipation qualifiziert¹
- Es werden ausreichend Personal-, Sach-, und Finanzressourcen zur Verstärkung der Selbstorganisationsfähigkeit zur Verfügung gestellt.

¹ Um welche Qualifikation handelt es sich ? Wie qualifiziert man sich für Partizipation ?

Dies waren die zentralen Fragen die wir uns stellten. Evaluation und Supervision von außen (von den Akteuren selbst gewählt und nicht von der Hierarchie vorgegeben) schienen uns die wichtigsten Mittel auf dem Weg zu dieser Qualifizierung.

Autoren / Referenten

Anhang : Autoren

Michel Vandekeere

Coordinateur de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse (OEJAJ),
Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'OEJAJ est un service d'étude des politiques d'enfance, de jeunesse et d'aide à la jeunesse.

Ses quatre axes de travail principaux sont : mieux connaître les enfants et les jeunes, mieux connaître les services, promouvoir les droits et le bien-être des enfants et des jeunes, évaluer les politiques d'enfance et de jeunesse.

Prof. Dr. Raingard Knauer

Professorin für Sozialpädagogik und Kindheitspädagogik an der Fachhochschule Kiel, Fachbereich Soziale Arbeit und Gesundheit, Mitentwicklerin des Konzeptes „Die Kinderstube der Demokratie“ – Partizipation in Kindertageseinrichtungen als Schlüssel zu Bildung und Demokratie.

Claudia Zinser

begleitet bundesweit Partizipationsprozesse, bildet Fachkräfte und interessierte Jugendliche methodisch weiter und entwickelt Beteiligungskonzepte. Claudia Zinser war an der Entwicklung der „Qualitätsstandards für Beteiligung von Kindern und Jugendlichen“ im Rahmen des Nationalen Aktionsplans für ein kindergerechtes Deutschland beteiligt.

Publications éditées par le SNJ

Les documents de la série «**Pädagogische Handreichung**» et de la série «**Etudes et conférences**» sont disponibles en ligne : www.snj.lu

Pour une version papier envoyer un courriel électronique à : formationcontinue@snj.lu

Série «Pädagogische Handreichung»

Dernière parution :



Gesunde Ernährung im Jugendhaus.

SNJ ; Ministère de l'Education nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse ;
Ministère de la Santé. 2014.

Autres parutions :

A table. L'expérience du buffet comme modèle de restauration dans les maisons relais.

Arcus a.s.b.l. 2013

Handbuch Offene Jugendarbeit in Luxemburg.

SNJ ; Ministère de la Famille et de l'Intégration ;
Entente des gestionnaires des maisons de jeunes a.s.b.l. 2013

Aufsuchende Jugendarbeit.

SNJ 2013

Mädchenarbeit in den Jugendhäusern.

SNJ 2012

Jugendarbeit für alle.

Eine Handreichung zur interkulturellen Öffnung der Jugendarbeit.
SNJ 2011

Série «Etudes et conférences»

Dernière parution :



Bildung im außerschulischen und außerfamiliären Kontext.

SNJ ; Ministère de l'Education nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse. 2014

Autres parutions :

Jugendliche Risikolagen im Übergang zwischen Schule und Beruf.

SNJ ; Université du Luxembourg. 2013

Jugendliche im öffentlichen Raum.

SNJ ; Syvicol ; Ordre des Architectes et des Ingénieurs-conseils. 2013

Jugend mit und ohne Gewalt. Wie gewalttätig ist unsere Jugend?

Handlungsorientierte Ansätze der Gewaltprävention in Schule und Jugendarbeit
SNJ ; SCRIPT. 2010

Edité par :



**Service National
de la Jeunesse**

En collaboration avec :



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Éducation nationale,
de l'Enfance et de la Jeunesse